



NATIONS UNIES

## CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICE

**FILE COPY**

NOT TO BE TAKEN OUT



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.22/5

20 mars 1996

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-septième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)  
30 avril - 3 mai 1996

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trentième et unième session de la Commission/  
vingt-deuxième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)  
6-8 mai 1996

INITIATIVE SPECIALE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE



**Initiative spéciale du système  
des Nations Unies pour  
L'AFRIQUE**



1. Le 15 mars 1996, le Secrétaire général a, conjointement avec les chefs de secrétariat de l'ensemble des institutions et organisations du système des Nations Unies représentés au sein du Comité administratif de coordination des Nations Unies (CEA) et le Président en exercice ainsi que le Secrétaire général de l'OUA, officiellement lancé *l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique*.
2. L'Initiative spéciale est le plus grand effort de mobilisation du système en faveur du développement de l'Afrique et constitue sa plus vaste action coordonnée. Elle vise à traduire dans les faits les engagements pris dans le passé, dans des instruments tels que le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF) et le Plan d'action du système des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique. Il faut ainsi percevoir cette Initiative non comme faisant double emploi avec ces instruments mais comme les renforçant.
3. Les défis qui se posent à l'Afrique en matière de développement économique, de développement humain et d'environnement restent d'une gravité sans précédent, en dépit des efforts soutenus déployés par les gouvernements et la société civile, et de l'assistance de la communauté internationale des donateurs. Parallèlement, les chances de développement actuelles de l'Afrique sont, à bien des égards, les meilleures que la région ait eues depuis de nombreuses années. La matérialisation de ces chances nécessitera une détermination accrue, à l'intérieur de l'Afrique tout comme au sein de la communauté internationale, pour satisfaire les besoins prioritaires en matière de développement. Il faudra faire preuve d'innovation, redoubler de détermination, faire montre d'une solidarité sans faille et prendre d'urgence des mesures concertées.
4. Cette Initiative spéciale tend à contribuer à cet effort grâce à un certain nombre de mesures concrètes dans quatre domaines d'importance fondamentale pour le développement de l'Afrique. C'est une nouvelle manifestation, de la part des organismes et institutions du système des Nations Unies, d'un solide attachement au développement de l'Afrique.
5. Constituant le plus grand effort de mobilisation du soutien international pour le développement, déployé par les Nations Unies dans une région du monde, l'Initiative spéciale contient des mesures pratiques, découlant des priorités de développement définies par les pays africains eux-mêmes, telles que figurant dans le *Programme d'action du Caire*, mesures dont la réalisation devrait avoir une incidence décisive sur l'avenir du continent. L'Initiative tend également à contribuer à rationaliser l'aide au développement apportée à l'Afrique et à en maximiser l'effet. De fait, son succès passe par un partenariat effectif avec les institutions et pays donateurs. A cette fin, le système des Nations Unies organisera une campagne d'une année afin d'obtenir le degré de mobilisation politique requis tant en Afrique qu'au sein de la communauté internationale pour surmonter les obstacles au développement du continent.
6. Les 14 volets de l'Initiative spéciale sont groupés sous quatre thèmes : donner une chance au développement; un espoir nouveau pour la génération montante; renforcement des capacités institutionnelles; et urgence de la survie. Chaque volet est assorti d'un cadre propre de mise en oeuvre et est confié à un ou plusieurs organismes chefs de file compétents des Nations Unies qui répondront des progrès accomplis dans la réalisation des buts de l'Initiative. La responsabilité de la mise en oeuvre sur le terrain incombera aux gouvernements.
7. Pour financer l'Initiative spéciale sur une période de 10 ans, il faudra un montant de 25 milliards de dollars des Etats-Unis. Ce financement proviendra essentiellement d'une réorientation des ressources existantes aux niveaux national et international, ainsi que de sources nouvelles. La répartition exacte sera déterminée grâce à une série de consultations prévues aux niveaux national et régional.
8. L'Initiative propose trois mécanismes pour la mobilisation de ressources. Premièrement, les donateurs multilatéraux et bilatéraux doivent créer des instances régionales chargées d'objectifs spécifiques pour mobiliser les ressources en faveur des secteurs clefs. Deuxièmement, les gouvernements africains doivent élaborer des programmes nationaux d'investissement orientés vers des objectifs spécifiques pour maximiser les résultats de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures. Troisièmement, la participation aux réunions des groupes consultatifs et aux tables rondes doit être élargie afin d'encourager

l'association et la participation de partenaires non traditionnels, tels que les responsables du secteur commercial et de la société civile. L'Initiative recommande d'autres moyens de libérer des fonds au service du développement, notamment un plus grand allègement de la dette, une expansion des possibilités d'échanges de l'Afrique et l'intensification de la coopération Sud-Sud.

9. Des consultations ont eu lieu avec les dirigeants africains lors de la formulation de cette Initiative spéciale. Elles se poursuivront à la fois aux niveaux national et régional à mesure qu'on entre dans la phase de mise en oeuvre active, l'objectif étant de faire en sorte que l'Initiative soit solidement prise en main par les pays africains, en partenariat avec la communauté internationale.

10. La Conférence des ministres est invitée à débattre et à soutenir cette importante Initiative.

# TABLE DES MATIERES

<b>PREFACE</b> .....	<b>iii</b>
----------------------	------------

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>iv</b>
---------------------------	-----------

## *Première partie*

<b>CONTEXTE GENERAL</b> .....	<b>1</b>
-------------------------------	----------

<b>A. Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique</b> .....	<b>3</b>
---	----------

<b>B. Principaux thèmes de l'Initiative spéciale</b> .....	<b>4</b>
--	----------

## *Deuxième partie*

<b>CONTENU DE L'INITIATIVE</b> .....	<b>6</b>
--------------------------------------	----------

<b>A. Donner une chance au développement</b> .....	<b>7</b>
--	----------

<b>1. Consolidation de la paix, règlement des conflits et réconciliation nationale</b> .....	<b>7</b>
--	----------

a. Renforcement des capacités de l'OUA en matière de consolidation de la paix.....	7
--	---

b. Renforcement de la société civile au service de la paix.....	8
---	---

c. Communications au service de la consolidation de la paix.....	8
--	---

<b>2. Appui extérieur à la transition économique de l'Afrique</b> .....	<b>9</b>
---	----------

a. Allégement authentique de la dette.....	9
--	---

b. Accès aux marchés et possibilités d'échanges.....	12
--	----

c. Partenariats avec l'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud.....	14
---	----

<b>3. Mobilisation des ressources internes : épargne et investissement intérieurs</b> .....	<b>15</b>
---	-----------

<b>4. Informatique au service du développement</b> .....	<b>15</b>
--	-----------

<b>B. Un espoir nouveau pour la génération montante</b> .....	<b>17</b>
---	-----------

<b>5. Education de base pour tous les enfants d'Afrique</b> .....	<b>18</b>
---	-----------

<b>6. Réforme du secteur de la santé</b> .....	<b>21</b>
--	-----------

<b>7. Emploi et création de moyens de subsistance durables</b> .....	<b>22</b>
--	-----------

a. Réduction de la pauvreté grâce à la promotion du secteur non structuré et des activités génératrices d'emplois.....	22
---	----

b. Création de moyens de subsistance durables dans les zones écologiquement marginales.....	23
--	----

<b>C. Renforcement des capacités institutionnelles</b> .....	<b>24</b>
--	-----------

<b>8. Consolidation d'une administration transparente, responsable et efficace</b> .....	<b>24</b>
--	-----------

	<b>9. Renforcement de la société civile au service du développement (y compris l'instauration de la paix) .....</b>	<b>25</b>
<b>D.</b>	<b>Urgence de la survie .....</b>	<b>26</b>
	<b>10. Sécurité alimentaire et gestion de la sécheresse .....</b>	<b>27</b>
	a. Lutte contre la dégradation des sols et la désertification.....	28
	b. Amélioration de la qualité des sols.....	29
	c. Les femmes et la sécurité alimentaire.....	30
	<b>11. Approvisionnement durable et équitable en eau.....</b>	<b>31</b>
	<b>12. Sécurité de l'approvisionnement en eau des ménages .....</b>	<b>33</b>
	<b>13. Evaluations des ressources en eau douce .....</b>	<b>33</b>
	<b>14. L'eau au service de la production vivrière.....</b>	<b>35</b>
<b>Troisième partie</b>	<b>MOBILISATION ET MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE .....</b>	<b>37</b>
	<b>A. Nouveaux partenariats en vue d'une coopération pour le développement plus efficace.....</b>	<b>37</b>
	1. Instances régionales chargées d'objectifs spécifiques .....	37
	2. Préparation de programmes nationaux orientés vers des objectifs spécifiques .....	37
	3. Elargissement de la participation aux Groupes consultatifs et aux Tables rondes .....	37
	<b>B. Incidences financières de l'Initiative .....</b>	<b>35</b>
	<b>C. Mise en oeuvre de l'Initiative.....</b>	<b>38</b>
	1. Mobilisation d'un engagement et d'un appui politiques.....	38
	2. Mécanismes d'exécution .....	39
	3. Suivi et rapports .....	39
<b>Appendice</b>	<b>MESURES PRIORITAIRES RECOMMANDEES A L'ATTENTION DES DIFFERENTES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES.....</b>	<b>41</b>
	<b>A. Energie solaire .....</b>	<b>41</b>
	<b>B. Développement de l'infrastructure.....</b>	<b>41</b>
	<b>C. Développement des petites et moyennes entreprises.....</b>	<b>42</b>
	<b>D. Emancipation de la société civile et réduction de la pauvreté.....</b>	<b>4</b>
	<b>E. Renforcement des administrations postales dans les pays les moins avancés d'Afrique .....</b>	<b>43</b>
	<b>F. Plans d'intervention et atténuation des effets des sécheresses.....</b>	<b>43</b>

## PREFACE

Alors que les conditions dans lesquelles vit la population de bon nombre de pays du monde s'améliorent progressivement, la situation socio-économique de l'Afrique demeure un sujet de grave préoccupation. En fait, elle a atteint un stade critique. Sur les 48 pays les moins avancés du monde, 33 se trouvent en Afrique. De nos jours, 220 millions d'Africains vivent dans la pauvreté absolue et l'Afrique est la seule région du monde où la pauvreté devrait s'aggraver au cours de la présente décennie.

L'Organisation des Nations Unies est devenue aujourd'hui le centre de convergence des efforts internationaux visant à promouvoir la consolidation de la paix, le maintien de la paix et la réconciliation nationale partout en Afrique. L'Organisation a aidé l'Afrique à multiplier ses possibilités de développement économique et à réduire l'écart qui la sépare des autres régions du monde. Depuis de nombreuses années, et de façons très diverses, les efforts de développement de l'Organisation des Nations Unies contribuent à sauver des vies humaines et à améliorer la qualité de la vie de millions d'Africains.

Ces efforts demeurent essentiels et doivent donc être élargis et intensifiés. Alors même qu'elle connaît la crise financière la plus grave qu'elle ait jamais connue, l'Organisation doit chercher de nouveaux moyens d'amener la communauté internationale à mieux répondre aux besoins de développement de l'Afrique. Elle doit en outre trouver de nouveaux moyens de surmonter la lassitude des donateurs et de nouveaux moyens de relancer les initiatives à l'appui des efforts de développement.

L'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique traduit ma volonté personnelle et celle des chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies d'oeuvrer ensemble pour le renforcement du développement de l'Afrique. Cette Initiative, qui porte sur le fond des problèmes et est orientée vers l'action, peut apporter une contribution importante. J'engage vivement la communauté internationale à relever ce défi et à apporter à l'Initiative spéciale pour l'Afrique le soutien sans réserve qu'elle mérite.



Boutros Boutros-Ghali  
Secrétaire général  
Nations Unies

## AVANT-PROPOS

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies ont fait de cette Initiative spéciale une réalité grâce à leur direction éclairée et à leur attachement collectif et individuel à la cause du développement de l'Afrique. Nous avons eu l'extrême satisfaction de pouvoir coprésider le Comité directeur du Comité administratif de coordination, composé de hauts fonctionnaires extrêmement dévoués du système des Nations Unies qui ont contribué à mettre au point les aspects techniques de la présente Initiative. Au cours de nos travaux, nous nous sommes rendus compte que l'Initiative spéciale, grâce à l'ampleur et à l'intensité des actions qu'elle envisage, constitue un effort de coopération novateur tout à fait exceptionnel qui revêt, sans doute, une importance historique.

Nous avons la satisfaction de pouvoir remercier les membres du Comité directeur de l'Initiative spéciale :

Mary Chinery-Hesse, Directrice générale  
adjointe du Bureau international du Travail;

Nitin Desai, Secrétaire général  
adjoint à la coordination des politiques et  
au développement durable;

Elizabeth Dowdeswell, Directrice exécutive  
du Programme des Nations Unies pour l'environnement et  
Présidente du Groupe de travail sur les ressources en eau;

Edward V. K. Jaycox, Vice-Président  
pour l'Afrique de la Banque mondiale et Président du Groupe  
de travail sur la mobilisation des ressources;

Richard Jolly, ancien Directeur général  
adjoint du Fonds des Nations Unies pour l'enfance;

Henri Lopes, Sous-Directeur général  
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,  
la science et la culture et Président du Groupe de travail  
sur le développement social et humain;

Nafis Sadik, Directrice exécutive  
du Fonds des Nations Unies pour la population;

Ebrahim M. Samba, Directeur du Bureau régional  
pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé;

Abdoulaye Sawadogo, Directeur général  
adjoint pour l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture;

Ellen Johnson Sirleaf, Administratrice assistante  
du Programme des Nations Unies pour le développement,  
Directrice du Bureau régional pour l'Afrique et Présidente du  
Groupe de travail sur la conduite des affaires publiques.

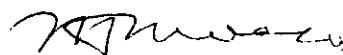
Nous tenons également à remercier M. Samir Sanbar, Sous-Secrétaire général à l'information, pour la contribution précieuse qu'il a apportée aux préparatifs de l'Initiative; M. Hartwig de Haen, Sous-Directeur général à la politique économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Président du Groupe de travail sur la sécurité alimentaire, et MM. Stephen Lewis, Directeur général adjoint aux relations extérieures de l'UNICEF, et Djibril Diallo, Directeur de la Division des affaires publiques du PNUD, d'avoir accepté de coprésider un Groupe de travail officieux sur la mobilisation politique en faveur de l'Initiative.

Nous tenons en outre à adresser nos remerciements aux membres du Secrétariat — relativement restreint mais combien efficace — de l'Initiative spéciale qui n'ont cessé, avec un dévouement à toute épreuve, de nous apporter leur appui tout au long de nos travaux. M. Sadig Rasheed, Directeur de la Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a coordonné les travaux du secrétariat. M. Robert J. Berg, Président de l'International Development Conference, a assumé les fonctions de Conseiller principal auprès du secrétariat.

Alors que la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale commence, nous attendons avec intérêt de pouvoir élargir cette collaboration au sein du système des Nations Unies; avec les gouvernements, les institutions régionales, la société civile et le secteur privé en Afrique; ainsi qu'avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux du continent. Les actions qui en résulteront rapprocheront l'Afrique de l'objectif final qu'est le développement humain durable.



James Gustave Speth  
Administrateur  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
New York



K.Y. Amoako  
Secrétaire exécutif  
de la Commission économique pour l'Afrique  
Addis-Abeba



---

# Initiative spéciale du système des Nations Unies pour **L'AFRIQUE**

## ***Première partie***

### **Contexte général**

1. L'Afrique est un continent qui se trouve à un tournant critique de son histoire. En proie à maintes crises économiques et sociales, elle n'en est pas moins un continent en marche qui est plein de promesses.

2. Ce n'est que le premier de ces deux aspects qui a généralement retenu l'attention. Le déclin économique, la baisse des revenus par habitant et la dégradation de la situation sociale ont poussé un grand nombre de commentateurs à qualifier les années 80 de "décennie perdue" pour l'Afrique. L'on estime en effet que 54 % de la population du continent vit dans une pauvreté absolue, et l'Afrique est la seule région du monde où, selon les projections, la misère devrait s'aggraver au cours des prochaines années. Le taux annuel d'accroissement démographique y est le plus élevé du monde, ce qui compromet grandement les perspectives de croissance économique soutenue de l'économie et de développement durable de la région.

3. Des 25 pays figurant sur la liste des "pays à faible développement humain" établie par le PNUD, 22 se trouvent en Afrique et 33 des 48 pays les moins avancés sont également des pays africains. La prolifération de conflits armés et les énormes pertes de vies humaines et les mouvements massifs de réfugiés et de personnes déplacées qu'ils entraînent ont également contribué à l'image de continent bouleversé et politiquement instable que projette l'Afrique.

4. Ce n'est cependant là qu'une partie de la réalité africaine, et il n'est ni juste ni objectif de faire uniquement fond sur ces généralisations pour décrire la situation qui prévaut sur le continent. Partout, d'importantes différences caractérisent le bilan de l'activité économique des divers pays et sous-régions. Au cours des quelques dernières années, les taux annuels de croissance ont dépassé 8 % par an dans trois pays, huit autres ont atteint des taux de l'ordre de 6 à 8 %, et une douzaine de plus ont enregistré des taux allant en moyenne de 3 à 6 %. Par ailleurs, 35 pays d'Afrique mettent en oeuvre des programmes d'ajustement structurel depuis plus de 10 ans déjà et ont réussi à mettre en place des réformes économiques visant à corriger les déséquilibres économiques fondamentaux et à appuyer l'essor du secteur privé.

5. La fin de la guerre civile puis l'arrivée au pouvoir de gouvernements élus en Angola et au Mozambique ainsi que l'effondrement spectaculaire du régime d'apartheid et l'apparition d'un gouvernement démocratique en Afrique du Sud sont des événements d'une portée énorme, qui sont des exemples concrets de transitions sociales et politiques pacifiques ainsi que de progrès économique et constituent une occasion unique de voir apparaître un puissant pôle de croissance en Afrique australe ainsi qu'une synergie dynamique entre les pays de la sous-région et ceux du reste du continent.

6. Le mouvement de libéralisation politique, qui prend de plus en plus d'ampleur sur l'ensemble du continent, ainsi que l'apparition d'une société civile de plus en plus solide ont encore amélioré les chances de voir s'enraciner la démocratisation, le pluralisme et des systèmes politiques plus transparents et plus responsables. L'on décèle également une tendance à promouvoir l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans

les domaines économique et politique. La promotion de la femme et l'égalité entre les sexes sont des questions qui ressortissent aux droits de l'homme et qui constituent des conditions de la justice sociale. La quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue récemment, a convenu de mesures concrètes à entreprendre pour promouvoir l'égalité et pour garantir aux femmes une entière liberté de choix et des chances égales en vue du développement de leur pays. L'Initiative spéciale est l'occasion de favoriser l'application des mesures convenues.

7. En outre, les gouvernements africains ont adopté un certain nombre de mesures pour relever les défis qui se posent et éliminer les obstacles qui entravent le développement. Par exemple, ils ont établi des mécanismes de prévention des conflits et de règlement pacifique des différends et se sont employés à favoriser le développement et l'utilisation efficaces des ressources humaines, la valorisation des vastes ressources naturelles du continent, la mobilisation des ressources humaines et financières, le renforcement de la coopération et de l'intégration aux échelons régional et sous-régional et la tendance à la mondialisation sur le plan économique, au moyen de l'adoption de politiques appropriées et de la modernisation de l'agriculture et de l'industrie.

8. Le défi posé par cette tendance à la mondialisation économique est particulièrement formidable. Jusqu'à présent, l'Afrique n'a pas réussi à exploiter pleinement les possibilités offertes par l'expansion des échanges internationaux, l'interdépendance des entreprises, les technologies de l'information et les courants d'investissement et les flux financiers vers les pays en développement. Cet état de marginalisation, compliqué par l'insuffisance des mesures visant à résoudre le problème de la dette, qui continue de paralyser l'Afrique, appelle par conséquent une action résolue. Pour éliminer la marginalisation, cependant, il importe surtout de dynamiser l'activité économique, essentiellement par le développement de l'industrie et de l'agriculture et les investissements dans des activités de renforcement des compétences et capacités humaines.

9. Conscients de ces progrès mais aussi des défis qui subsistent, les dirigeants politiques africains ont, de plus en plus, fait porter leur attention surtout sur les responsabilités qui incombent aux instances nationales et régionales et sur la façon dont la communauté internationale pourrait au mieux appuyer le développement, tel que celui-ci est envisagé par l'Afrique. La plus récente et peut-être la plus importante de ces initiatives a été l'adoption le 28 mars 1995, à l'occasion d'une session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA réunie au Caire, du programme de Relance du développement économique et social de l'Afrique : Programme d'action du Caire, qui a ultérieurement été entériné, lors de la Réunion au sommet

tenue à Addis-Abeba en juin 1995, par les chefs d'Etat et de gouvernement africains. Le Programme d'action du Caire a réaffirmé que le développement de l'Afrique relève essentiellement et au premier chef de la responsabilité des gouvernements et des peuples d'Afrique eux-mêmes. Il a également affirmé que la priorité doit désormais être accordée à la mise en oeuvre des stratégies et programmes de développement des pays africains qui ont été adoptés aux plans national et régional et à l'échelle du continent.

10. Le Programme d'action du Caire a identifié une série de questions prioritaires que les gouvernements se sont engagés à résoudre, et pour le règlement desquelles un appui de la communauté internationale est demandé afin de promouvoir l'expansion et la reprise de l'activité. Ces questions étaient les suivantes :

- (i) *Conduite des affaires publiques, paix, stabilité et développement;*
- (ii) *Sécurité alimentaire;*
- (iii) *Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités;*
- (iv) *Mobilisation des ressources;*
- (iv) *Coopération et intégration économiques régionales; et*
- (vi) *Transformation des structures des économies africaines.*

11. Pour réaliser ces activités prioritaires, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains ont demandé à leurs partenaires internationaux de s'employer à améliorer les perspectives de développement du continent en s'attachant : i) à comprendre et à apprécier les efforts de développement déployés par l'Afrique; ii) à mitiger les conséquences défavorables qu'aurait pour le continent le Cycle d'Uruguay; et iii) à adopter des mesures pour réduire le fardeau de la dette de l'Afrique. Ces thèmes ont également retenu l'attention lors du débat de haut niveau que le Conseil économique et social a consacré à l'Afrique à sa session de juillet 1995. Cet ordre du jour devra inspirer, si l'on veut qu'elle ait quelque crédibilité, l'action que devront entreprendre les pays d'Afrique et ceux qui les soutiennent pour stimuler le développement économique et social du continent.

12. Chacun s'accorde de plus en plus à reconnaître que si l'Afrique a besoin d'un appui de l'extérieur, ce sont les Africains eux-mêmes, hommes et femmes, qui doivent prendre en main leur propre destin et qui doivent, pour l'essentiel, assumer la responsabilité du développement de leur continent. Tout en sollicitant une coopération renforcée de leurs partenaires étrangers, les Etats d'Afrique et bien des observateurs relèvent qu'il importe de transformer la nature des relations entre donateurs et bénéficiaires de l'assistance en Afrique. Le développe-

ment de l'Afrique a entraîné une participation très directe des donateurs, lesquels, dans certains cas, ont fourni virtuellement l'intégralité des fonds qui ont été investis dans le développement à long terme. Les rapports entretenus en matière d'assistance technique ont été extrêmement étroits, ce qui se justifiait, par le passé, par les possibilités limitées de formation qu'avaient offertes les gouvernements des puissances métropolitaines. Or, un développement mû par les donateurs n'est pas une option crédible.

### **A. Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique**

13. En dépit de la profonde préoccupation exprimée par la communauté internationale devant la dégradation de la situation économique et sociale en Afrique et de l'engagement pris par les gouvernements africains d'éliminer les obstacles qui entravent l'expansion, il ressort des projections actuelles qu'une reprise socio-économique n'est toujours pas en vue pour la majorité des pays, notamment ceux en proie à des conflits armés, et que, si des mesures appropriées ne sont pas prises d'urgence, les niveaux de vie risquent de continuer à baisser dans la région.

14. Les accords intervenus lors de nombreuses réunions internationales comme la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, le Sommet Mondial pour les enfants, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence des Nations Unies sur la population et le développement, le Sommet social de Copenhague qui s'est tenu au début de 1995, et les Conférences des Nations Unies sur les femmes ont tous souligné que les problèmes de l'Afrique doivent retenir particulièrement l'attention. La discussion de haut niveau qui a eu lieu à ce propos lors de la session de juillet 1995 du Conseil économique et social a remis en lumière toute l'importance qui est accordée au développement de l'Afrique. Cette solidarité avec le continent africain demeure un atout qui doit être exploité pour mobiliser une action positive.

15. C'est dans ce contexte, et conscient de ce que l'Afrique est le principal défi de développement et "est la pierre de touche de la coopération internationale au service du développement et de l'efficacité de l'action de l'Organisation des Nations Unies", que le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a décidé de lancer cette Initiative spéciale afin de donner suite aux discussions que le Comité administratif de coordination (CAC) a consacrées à l'Afrique à l'automne 1994.

16. Au fil des ans, l'ONU a lancé plusieurs initiatives en faveur de l'Afrique, les plus récentes étant le Programme d'action des

Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) puis le Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Des efforts soutenus ont également été déployés pour coordonner les activités des organismes du système des Nations Unies en Afrique dans le cadre du Plan d'action du système des Nations Unies pour la reprise et le développement de l'Afrique.

17. Cette "Initiative spéciale", loin de vouloir s'y substituer, a pour but de renforcer le Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et le Plan d'action du système des Nations Unies pour la reprise et le développement de l'Afrique. Elle a pour but d'identifier et d'élaborer des propositions concrètes afin de maximiser l'appui que le système des Nations Unies fournit au service du développement de l'Afrique ainsi que de faire en sorte qu'une priorité accrue soit accordée à l'Afrique à l'ordre du jour de la communauté internationale. La plupart des ressources qui seront mises en oeuvre seront étroitement intégrées aux programmes d'action nationaux qui auront été définis et qui seront administrés par les pays : ce n'est qu'ainsi, en effet, que de telles initiatives peuvent être utiles.

18. Lorsque la portée de cette Initiative a été définie, il a été décidé de mettre l'accent sur un petit nombre de questions revêtant la plus haute priorité ainsi que de ne négliger aucun effort pour mobiliser et coordonner les efforts déployés par les gouvernements africains et leurs partenaires de développement au service des objectifs convenus. Dans la lettre qu'il a adressée le 9 février 1995 aux chefs des secrétariats des institutions et organismes du système des Nations Unies, le Secrétaire général a rappelé qu'à sa réunion de l'automne 1994, le CAC avait souligné la nécessité "1) de mettre au point d'autres initiatives concrètes afin de maximiser l'appui que le système des Nations Unies apporte au développement de l'Afrique et 2) de faire en sorte que l'Afrique reçoive une priorité plus élevée à l'ordre du jour de la communauté internationale". Le même jour, il a également constitué un Comité directeur, coprésidé par l'Administrateur du PNUD et le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et réunissant l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU, auxquels sont venus s'ajouter le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

19. Chacune des activités proposées dans le présent docu-

ment reflète toutes les priorités définies par les dirigeants africains, telles qu'elles ont été renforcées lors des discussions que le Conseil économique et social a récemment consacrées à la mise en oeuvre du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. En fait, il existe une convergence presque totale entre les priorités définies par les chefs d'Etat africains et celles qui sont identifiées dans l'Initiative spéciale. Des consultations ont eu lieu avec les dirigeants africains lors de la formulation de l'Initiative spéciale. Ces consultations se sont intensifiées après la réunion d'octobre 1995 du CAC à laquelle l'Initiative a été approuvée en principe. Elles se poursuivront aussi bien au niveau régional qu'à l'échelon national à mesure que l'Initiative spéciale progresse vers le stade de la mise en oeuvre afin qu'elle soit véritablement gérée par les pays africains en collaboration avec la communauté internationale.

20. L'Initiative spéciale a un double but, qui est, premièrement, d'appliquer, compte tenu des priorités de l'Afrique, les mesures les mieux appropriées qui pourraient être adoptées pour stimuler et accélérer le développement en Afrique, et, deuxièmement, de mobiliser le soutien politique nécessaire pour faire en sorte que des mesures soient prises rapidement afin d'éliminer certains des obstacles qui entravent le développement du continent. Cette initiative constituera également une occasion de définir clairement le rôle de coopération que devront jouer les donateurs en Afrique en faisant apparaître visiblement que les Africains, hommes et femmes, doivent être au centre de leur propre développement. Cette Initiative comprend un certain nombre de mesures novatrices visant à améliorer les modalités d'exécution des mesures tendant à accélérer le processus de développement de l'Afrique.

## B. Principaux thèmes de l'Initiative spéciale

21. Le Comité directeur de l'Initiative spéciale s'est mis en rapport, dès le début de l'opération, avec tous les membres du CAC pour solliciter leurs suggestions quant à l'action à entreprendre. En outre, après la réunion tenue par le CAC le 12 octobre 1995, tous les membres du Comité ont été invités à formuler leurs dernières observations en vue de l'établissement du présent document.

22. La préparation de l'Initiative spéciale a été assurée principalement par les cinq groupes de travail qui ont été constitués sous la direction des Coprésidents et du Comité directeur. Les grandes orientations de l'opération ont été clairement définies lors de la constitution des groupes de travail, aux débats desquels ont participé diverses institutions. Les cinq groupes de travail étaient chargés respectivement des questions suivantes :

- *Eau — sous la présidence du PNUE;*
- *Sécurité alimentaire — sous la présidence de la FAO;*
- *Conduite des affaires publiques — sous la présidence du PNUD;*
- *Développement social et humain — sous la présidence de l'UNESCO; et*
- *Mobilisation des ressources — sous la présidence de la Banque mondiale.*

23. Les thèmes prioritaires proposés ont été retenus sur la base des critères suivants : convergence avec les priorités identifiées par les dirigeants africains; renforcement de la capacité des Africains, hommes et femmes, de prendre en main leur propre développement; importance de la question du point de vue économique et social et compte tenu de la nécessité de favoriser un développement durable axé sur l'homme; attrait politique et potentiel de sensibilisation; faisabilité et économie, l'idée étant d'obtenir un rendement maximal; avantages comparatifs et expérience du système des Nations Unies; et rapidité des résultats tangibles. Les avantages comparatifs des institutions ont été évalués sur la base de l'expérience technique acquise et les moyens mis en place en Afrique dans des secteurs spécifiques.

24. Les priorités qui inspirent cette Initiative sont présentées sous quatre grandes rubriques qui ont été choisies de manière à mettre en relief les principales mesures qui, d'une part, doivent être mises en oeuvre si l'on veut accélérer le développement de l'Afrique et, de l'autre, peuvent être comprises facilement par le grand public, élément indispensable à toute mobilisation politique efficace. Ces quatre thèmes généraux doivent concrétiser l'élan qui est le trait distinctif de cette Initiative spéciale. Tout progrès dans ces domaines d'action prioritaires devrait être suffisamment important pour améliorer les perspectives de succès de bien d'autres programmes intéressants à la fois l'Afrique et ses partenaires étrangers et ainsi pour donner un élan nouveau au développement de l'Afrique.

25. Ces quatre thèmes généraux sont exposés ci-après :

### 26. • **Donner une chance au développement :**

Il s'agit ici de créer des conditions propices à un minimum de tranquillité civile et de développement économique. Les deux éléments les plus critiques de ce point de vue sont la paix et la conjoncture économique extérieure (dette et perspectives des échanges).

### 27. • **Un espoir nouveau pour la génération montante :**

Ce thème regroupe tous les aspects fondamentaux du développement humain dont dépendent la réussite dans la vie : éducation, santé et emploi durable. Chacun de ces éléments est important en soi et favorise tous les autres.

28. • **Renforcement des capacités institutionnelles :**

Les questions liées à la conduite des affaires publiques (et, en particulier, transparence, reddition de comptes, responsabilité, partenariats sociaux et efficacité totale) revêtent, chacun le reconnaît de plus en plus, une importance fondamentale pour le développement. Cette Initiative tend à renforcer à la fois le secteur public et la société civile. En outre, si, selon ce schéma, le raffermissement de la paix a été rangé sous la rubrique "Donner une chance au développement", il constitue simultanément un aspect essentiel du renforcement des capacités institutionnelles. Encore une fois, dans une saine conception des choses, chacun de ces facteurs doit favoriser les autres.

29. • **Urgence de la survie :** L'Afrique se trouve virtuellement aujourd'hui au bord du précipice et, si les tendances actuelles persistent, ses perspectives d'avenir sont effrayantes. Deux des aspects les plus fondamentaux de la survie de l'Afrique sont l'alimentation et l'eau. Dans chacun de ces domaines, il s'agit non pas tant de trouver de nouvelles solutions techniques, mais plutôt de faire en sorte que les milieux politiques et la société dans son ensemble s'attachent d'ur-

gence à résoudre les problèmes qui se posent afin d'inverser la dégradation de la situation en ce qui concerne l'alimentation et l'approvisionnement en eau.

30. Ces quatre thèmes généraux se combinent pour créer un effet de synergie — même entre ce nombre limité d'activités prioritaires — qui constituera le trait distinctif de l'Initiative. D'une façon générale, si l'on veut qu'elle soit couronnée de succès, les résultats de l'Initiative devront être suffisamment importants pour améliorer les perspectives de réalisation d'un grand nombre d'autres programmes de développement qui intéressent à la fois l'Afrique et ses partenaires étrangers, et par conséquent pour donner un élan nouveau au développement du continent. Il importe de souligner à nouveau que cette Initiative n'est pas un appel à l'action des organismes des Nations Unies mais a plutôt pour but de faire en sorte que la communauté internationale renforce son appui à la réalisation des priorités et des programmes identifiés par l'Afrique et galvanise ses énergies de façon à garantir leur succès.

31. L'on trouvera dans la section suivante les mesures qui sont recommandées dans le cadre de la présente Initiative.

## Deuxième partie

### Contenu de l'Initiative

32. Les mesures prioritaires proposées dans l'Initiative sont de deux types : celles qui exigent une mobilisation substantielle de ressources et des programmes de mise en oeuvre, et celles qui, pour l'essentiel, tendent à renforcer les effets de synergie et à favoriser la coordination et la rationalisation des efforts. Il y a lieu de ranger dans cette catégorie les efforts concernant le secteur extérieur, les politiques touchant l'épargne et l'investissement intérieurs et trois mesures novatrices visant à améliorer l'efficacité de l'assistance.

33. Toutes les priorités proposées ci-dessous constituent des éléments faisant partie intégrante de l'Initiative spéciale bien que les dispositions concernant la mobilisation des ressources nécessaires et l'exécution n'aient pas encore été élaborées dans certains cas. Elles sont rangées ci-après en fonction du principal domaine d'activité des cinq groupes de travail ayant participé à la préparation de l'Initiative spéciale :

#### I. Ressources en eau :

- Approvisionnement durable et équitable en eau;
- Garantie d'accès à l'eau des ménages\*;
- Evaluation des ressources en eau douce\*;
- L'eau au service de la sécurité alimentaire\*.

#### II. Sécurité alimentaire :

- Lutte contre la dégradation des sols et la désertification\*;
- Amélioration de la qualité des sols\*;
- Sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur le rôle des femmes\*.

#### III. Renforcement des capacités institutionnelles :

- Consolidation de la paix, règlement des conflits et réconciliation nationale moyennant :
  - Le renforcement des capacités de l'OUA en matière de consolidation de la paix,
  - Le renforcement de la société civile au service de la paix, et
  - Les communications au service de la paix;
- Renforcement des capacités institutionnelles;
- Renforcement de la société civile pour le développement;
- Mobilisation de l'informatique au service du développement; et
- Partenariats avec l'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud\*.

#### IV. Progrès social et condition humaine :

- Education de base pour tous les enfants africains;
- Réforme du secteur de la santé;
- Réduction de la pauvreté grâce à la promotion du secteur non structuré et des activités génératrices d'emplois; et
- Création de moyens de subsistance durables dans les zones écologiquement marginales.

#### V. Mobilisation des ressources :

- Allègement substantiel de la dette;
- Partenariats novateurs en vue d'une coopération efficace pour le développement grâce aux moyens ci-après :
  - Instances régionales chargées d'objectifs spécifiques,
  - Préparation de programmes nationaux orientés vers des objectifs spécifiques, et
  - Elargissement de la participation aux groupes consultatifs et aux tables rondes;
- Accès aux marchés et possibilités d'échanges\*;
- Mobilisation des ressources internes\*.

(\* = Eléments faisant partie intégrante de l'Initiative spéciale à propos desquels des informations sur les dispositions à prendre sur les plans du budget et de l'exécution devront être soumises au Comité directeur avant la mise au point des modalités d'exécution, et notamment des partenariats à organiser au sein du système des Nations Unies.)

34. Enfin, il importe que cette Initiative soit reliée de façon novatrice aux autres aspects importants du développement de l'Afrique. Les institutions, tant avant qu'après la réunion tenue par le CAC les 12 et 13 octobre 1995, ont avancé un certain nombre d'idées qui, sans correspondre vraiment aux cinq grands thèmes définis dans le contexte de l'Initiative spéciale, méritent toutes d'être mises en oeuvre par elles dans le cadre d'une coordination aussi étroite que possible avec l'Initiative spéciale. Ces activités sont résumées dans un appendice au présent rapport. Les différentes institutions et organisations sont encouragées à mettre en oeuvre ces activités dans le cadre normal de leurs travaux et à collaborer étroitement avec le Comité directeur pour créer un effet de synergie supplémentaire avec l'Initiative spéciale.

35. D'autres propositions de cette nature devraient être élaborées continuellement. A l'heure actuelle, elles portent sur les thèmes suivants :

- Energie solaire;
- Développement de l'infrastructure;
- Développement des petites et moyennes entreprises;
- Emancipation de la société civile en vue d'une réduction de la pauvreté;

- *Renforcement des administrations postales dans les pays les moins avancés d'Afrique; et*
- *Plans d'intervention et atténuation des effets des sécheresses.*

36. Chacune des mesures prioritaires proposées dans le cadre de l'Initiative spéciale pour l'Afrique sera présentée sous forme résumée sous chacune des rubriques qui définissent ses aspects de mobilisation politique.

## **A. Donner une chance au développement**

37. Certaines des mesures prioritaires proposées dans la présente section doivent contribuer à accélérer le développement. Elles concernent notamment le renforcement de la paix, l'allègement de la dette, l'accès aux marchés, l'épargne et l'investissement intérieurs et la promotion des réseaux d'information.

### ***1. Consolidation de la paix, règlement des conflits et réconciliation nationale***

38. Une chose est généralement admise : l'inaction en matière de maintien de la paix ou de rétablissement rapide de la paix a apporté un coup d'arrêt au développement dans de vastes régions de l'Afrique. L'Organisation des Nations Unies présente à cet égard un avantage comparatif en ce sens qu'elle a la possibilité de relier paix, les interventions humanitaires et développement. Cet avantage devrait être démontré dans le cadre de cette Initiative en renforçant ses efforts dans les domaines de la paix et du développement. L'Initiative prévoit les trois mesures suivantes pour renforcer le rétablissement et la consolidation de la paix en Afrique : 1) renforcer la capacité de l'OUA dans ce domaine; 2) appuyer différentes organisations de la société civile qui participent aux efforts de consolidation de la paix dans le contexte d'une action plus vaste visant à renforcer la société civile en Afrique (voir la section C.9 ci-dessous), et 3) utiliser les médias pour renforcer les communications au service de la consolidation de la paix. Ces trois mesures doivent se renforcer mutuellement et consolideront également les capacités institutionnelles en Afrique. Des dispositions spéciales devront être prises, dans le contexte de chacune de ces mesures, pour élargir le rôle joué par les femmes et les associations féminines en matière de consolidation de la paix. Il convient de noter que certains des efforts de consolidation de la paix qui ont été entrepris avec le plus de succès dans quelques pays ces derniers temps ont été dus à des associations féminines. En outre, une autre action prioritaire est prévue dans le contexte de l'approvisionnement durable et équitable en eau (section D.11 ci-dessous), avec pour objectif, entre autres, d'éliminer les causes d'insécurité que suscitent les ressources en eau partagées, prob-

lème qui, si l'on n'y apporte pas de solution satisfaisante, risque d'engendrer des conflits inter et intra-Etats.

#### **a. Renforcement des capacités de l'OUA en matière de consolidation de la paix**

39. Cette mesure prioritaire tend à renforcer la capacité de l'OUA dans le domaine de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. De plus en plus, l'OUA et l'ONU se complètent et s'associent dans le contexte des vastes efforts de consolidation de la paix entrepris en Afrique. L'OUA a été chargée par ses membres d'entreprendre une action dans des domaines aussi divers que la prévention des conflits, l'alerte avancée, la médiation et la mise en place de systèmes économiques d'observation et de surveillance des conflits et des cessez-le-feu. Il est admis que les problèmes de plus grande envergure qui font appel à des opérations d'instauration de la paix ou à un déploiement de forces de maintien de la paix à grande échelle continueraient de relever de la responsabilité du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui autoriserait et superviserait la mise en oeuvre de ces opérations.

40. Au fil des ans, l'OUA a été appelée à intervenir de plus en plus fréquemment et à une échelle de plus en plus grande afin de gérer et de régler différents conflits. Pour consolider les résultats ainsi obtenus et créer une capacité soutenable, l'OUA devra s'attacher à mener à bien un certain nombre de tâches consistant notamment à :

- *Mettre en place une base de données et des moyens d'analyse afin de pouvoir déceler les éléments précurseurs d'un éclatement de la violence dans le blocage des processus politiques dans les pays membres;*
- *Mettre en place des moyens de communication afin de pouvoir suivre les événements en Afrique et communiquer avec les équipes de l'OUA affectées au règlement de situations de conflit spécifiques;*
- *Etablir un centre de veille opérationnelle 24 heures sur 24 doté d'officiers ayant une formation appropriée;*
- *Elaborer une capacité de planifier et de coordonner des opérations de maintien de la paix, où que ce soit en Afrique, à une échelle correspondant aux capacités et aux ressources de l'OUA; et*
- *Mettre en place un réseau de médiateurs nationaux et d'autres gestionnaires des conflits au plan national qui puissent intervenir rapidement lorsque les dissensions politiques normales menacent de prendre un tour violent.*

41. Cette mesure prioritaire est directement liée à la solution d'un problème qui relève directement de la mission de

L'Organisation des Nations Unies, à savoir l'édification de la paix. Il est de plus en plus généralement admis que la paix commence par le respect des droits de l'individu et des droits des groupes à l'intérieur de la société. Ce souci de renforcer le respect des droits de l'homme, y compris le droit des réfugiés à bénéficier d'une protection internationale, qui inspire l'oeuvre du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, est indispensable à la création d'un climat propice à la paix.

42. L'OUA a créé un Fonds pour la paix afin de financer ces mesures. Cette question a été abordée dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'occasion du débat de niveau élevé qui a eu lieu lors de la session de juillet 1995 du Conseil économique et social, dans lequel le Secrétaire général a recommandé à la communauté des donateurs d'appuyer le Fonds pour la paix de l'OUA. Un fonds d'affectation spéciale, géré par le PNUD, sera créé pour rassembler des ressources à l'appui des efforts de consolidation de la paix de l'OUA. Ce fonds sera créé sur la base d'une dotation afin d'avoir l'assurance absolue que le fonds d'affectation spéciale pourra continuer de contribuer aux efforts de l'OUA. Si l'on veut que le fonds soit efficace, cette dotation devrait être de 100 millions de dollars, à verser sur une période de cinq ans.

#### **b. Renforcement de la société civile au service de la paix**

43. Cette activité fait partie intégrante de celles visant à renforcer la société civile en Afrique, qui sont décrites à la section C-9 ci-après.

#### **c. Communications au service de la consolidation de la paix**

44. Chacun sait que la plupart des difficultés auxquelles se heurtent les pays d'Afrique qui traversent une période de transition vers la démocratie ou qui sont en proie à des conflits internes sont dues au fait que les masses populaires n'ont qu'un accès limité aux informations essentielles qui leur donneraient la possibilité d'exprimer leurs vues au sujet des principaux problèmes de développement ainsi que de participer au processus de transition démocratique et de règlement des conflits. Il y a en outre eu certains cas récents dans lesquels les médias ont contribué à attiser la haine et à précipiter la désintégration du pays.

45. Le programme, proposé par l'UNESCO et devant être réalisé sous sa direction, compte utiliser les médias modernes, et particulièrement la radio, moyen de communication le plus répandu en Afrique, en particulier dans les zones rurales, pour diffuser les idées que défendent depuis toujours les organismes des Nations Unies et celles qui sont consacrées dans la

Déclaration universelle des droits de l'homme afin de promouvoir la tolérance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, le pluralisme culturel et la consolidation de la paix. Les principales caractéristiques de l'environnement des communications en Afrique sont les suivantes :

- *Existence de stations de radio publiques ou étatiques desservant souvent l'ensemble du territoire national;*
- *Multipliation des stations de radio indépendantes dans de nombreux pays d'Afrique par suite de la "libéralisation" des ondes;*
- *Apparition progressive de stations de radio et de journaux communautaires;*
- *Longues traditions orales des sociétés africaines, qui s'adaptent facilement à différents types de programmation radiodiffusée;*
- *Apparition d'un corps de plus en plus nombreux de spécialistes utilisant des programmes de communication dans les établissements d'enseignement des différents pays du continent; et*
- *Diffusion sur les ondes de programmes de chaînes internationales comme BBC, Voice of America, Deutsche Welle, Radio France Internationale, Radio Netherlands International, Voice of Russia World Service, Radio Sweden, Radio Japan et Africa No 1.*

46. Pour atteindre l'objectif ultime généralement poursuivi par tous ceux qui s'emploient à promouvoir la consolidation de la paix sur le continent et en particulier par l'OUA et l'ONU — qui est de mettre en place durablement un environnement pacifique en Afrique — il faudra constamment chercher à réduire et à éliminer les principales sources de conflits et d'instabilité dans les pays, ce que l'UNESCO se propose de faire en luttant contre l'ignorance, l'intolérance et toutes les formes de discrimination et en raffermissant la confiance et le sentiment de solidarité parmi les citoyens. L'objectif à long terme du programme proposé est par conséquent de créer et de consolider, grâce aux médias, un environnement pacifique propice à un développement durable en Afrique. Le programme vise aussi à appuyer les institutions démocratiques et les structures locales qui oeuvrent en faveur de la paix et de la démocratie par les médias. Enfin, il vise à promouvoir une large participation de la société civile au processus d'instauration de la paix et de consolidation de la démocratie.

47. A cette fin, il sera produit et diffusé par les médias des programmes ayant particulièrement pour but d'éduquer les gens, et en particulier les femmes et les jeunes, pour leur faire connaître leurs droits et pour leur permettre de participer plus facilement au processus démocratique et à l'édification d'une société pacifique. Des programmes seront également diffusés par l'entremise des médias afin de dispenser une éducation sur



la démocratie, la tolérance et les droits de l'homme.

48. Cette action sera lancée avec la participation de donateurs potentiels, d'organismes des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales africaines et d'associations professionnelles locales. Il sera sélectionné deux ou trois pays dans chacune des cinq principales sous-régions d'Afrique (Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord et Afrique australe), sur la base de critères qui seront définis par un groupe d'experts des institutions et organisations internationales susmentionnées.

49. L'UNESCO, en coopération avec l'UNICEF, le PNUD et la FAO et en consultation avec les organisations intergouvernementales africaines, par exemple l'OUA et la CEA, ainsi que différentes organisations et associations professionnelles nationales et régionales comme la Pan-African News Agency, l'Union of National Radio and Television Organizations of Africa, l'Union des journalistes africains, le Media Institute of Southern Africa et l'Union of West African Journalists, aidera les pays à formuler des plans d'action détaillés.

50. Le coût de cet effort sera de 7,8 millions de dollars.

## ***2. Appui extérieur à la transition économique de l'Afrique***

51. Cette section regroupe trois mesures proposées qui reflètent une réalité nouvelle : s'il demeure vital d'assurer un appui extérieur au développement de l'Afrique, la nature des relations évolue. Aussi la gestion des relations économiques extérieures doit-elle changer. Du côté de la dette, comme le Secrétaire général de l'ONU l'a souligné une fois de plus lors du débat de haut niveau qui a eu lieu lors de la session que le Conseil économique et social a tenue du 28 juin au 28 juillet 1995, "la dette extérieure de l'Afrique continue d'être un obstacle majeur à une expansion et à un développement accélérés". À la suite d'innombrables négociations sur la dette, l'on s'est rendu compte non seulement que les Etats d'Afrique doivent mieux gérer leur dette, mais encore que, dans le meilleur des cas, il faudra que la dette bilatérale et multilatérale soit allégée encore plus si l'on veut que la majorité des pays endettés aient véritablement la possibilité de se développer.

52. Du côté des échanges, il y a lieu de relever à la fois a) des possibilités nouvelles de tirer parti d'un système international plus bilatéral, et b) les nouvelles obligations qu'ont assumées les principaux partenaires commerciaux et le système multilatéral [Organisation mondiale du commerce (OMC)] de remédier aux effets néfastes que les pratiques commerciales actuelles et celles qui doivent être instaurées peuvent avoir pour le continent. Dans le domaine des activités commerciales, qu'il s'agisse d'échanges ou d'investissements, la coopération Sud-Sud avec

l'Afrique pourrait être renforcée. Les trois éléments ci-après de l'Initiative spéciale concernent précisément ces questions et ces possibilités nouvelles.

### **a. Allégement authentique de la dette**

53. Le problème de la dette de l'Afrique a été précipité par une combinaison de facteurs internes et externes, et il faudra par conséquent mettre en oeuvre une combinaison de remèdes internes et externes. Le fardeau de la dette a découragé les investissements nationaux et étrangers et le retour des capitaux ayant fui le continent, et représente par conséquent un obstacle majeur au développement. Or, l'on risque que les courants financiers à l'Afrique, déjà en diminution, servent à financer le service de la dette extérieure plutôt que de contribuer à favoriser une expansion et un développement durable.

54. En 1994, le montant total de la dette de l'Afrique était de 313 milliards de dollars, soit l'équivalent de 234 % des recettes d'exportation et de 83 % du PIB. Pour l'Afrique subsaharienne, la dette totale se monte à 211 milliards de dollars, soit l'équivalent de 255 % des recettes d'exportation. Ces ressources sont élevées en comparaison de l'indicateur de tolérabilité de la dette établi par la Banque mondiale, selon lequel le ratio net entre la dette et les recettes d'exportation ne doit pas dépasser 200 %. En 1994, 40,6 % de l'encours de la dette totale était représenté par des créances bilatérales, 21 % par des créances bilatérales et 19,5 % par des dettes commerciales. Le fardeau représenté par la dette était plus lourd que dans toute autre région. Les arriérés dus par l'Afrique subsaharienne étaient aussi plus importants que ceux de toute autre région.

55. Sur les 32 pays rangés par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à faible revenu lourdement endettés, 80 % se trouvent en Afrique subsaharienne, et leur nombre augmente sans cesse : trois autres pays d'Afrique subsaharienne présentent aujourd'hui les caractéristiques propres aux pays de cette catégorie.

56. La structure de la dette de l'Afrique subsaharienne a évolué. Une proportion croissante du total du service de la dette est imputable à la dette multilatérale : elle est passée de 8 % en 1980 à 20 % en 1990 et, estime-t-on, à 41 % en 1994. Ce phénomène tient à ce que ces pays sont de plus en plus contraints d'emprunter auprès d'institutions multilatérales face à un assèchement des sources commerciales de crédits et d'investissements. Le service de la dette à l'égard de créanciers commerciaux, en revanche, est tombé de 78 % en 1980 à 60 % en 1990 et, selon les estimations, à 35 % en 1994. Le chiffre correspondant, dans le cas des créanciers bilatéraux, est passé de 14 % en 1980 à 20 % en 1990 et à 24 % en 1994. Le service de la dette des pays d'Afrique subsaharienne dans leur

ensemble a, en moyenne, dépassé les investissements publics dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Selon les dernières estimations disponibles, le montant moyen des dépenses de service de la dette par habitant a été de 43 dollars, contre 35 dollars pour les dépenses d'éducation et de santé.

57. Le niveau et la nature de la dette extérieure varient beaucoup d'un pays d'Afrique à un autre. La Banque mondiale signale qu'en Afrique subsaharienne, cinq pays représentent près de la moitié de la dette (Nigéria, Côte d'Ivoire, Soudan, Zaïre et Angola). La Banque mondiale a également calculé qu'à l'autre extrême, 19 pays d'Afrique ont une dette d'un niveau tolérable. Le PNUD est parvenu à une conclusion semblable. Pour plusieurs pays d'Afrique — et que l'on se réfère aux chiffres de la Banque mondiale ou à ceux du PNUD — la situation de la dette est grave au point d'être insoutenable. Le problème de la gestion de la dette des pays qui viennent de sortir d'un conflit est particulièrement ardu. On trouvera dans le Rapport sur le commerce et le développement (1995) de la CNUCED une analyse approfondie des problèmes de la dette et de diverses solutions possibles.

58. Les créanciers se sont attaqués au problème de la dette : i) en réduisant la dette bilatérale à conditions de faveur; ii) en appuyant le mécanisme de rachat de l'Association internationale de développement (IDA); et iii) en approuvant les Conditions de Naples à la mi-décembre 1994. En dépit de ces mesures, la dette extérieure continue d'entraver sérieusement le développement de l'Afrique.

59. Même sur la base des hypothèses les plus optimistes, 24 pays d'Afrique demeureront confrontés à une dette insoutenable — au regard des critères de la Banque mondiale — jusqu'à une date avancée du XXI<sup>e</sup> siècle. Simultanément, la dette à l'égard des institutions multilatérales continuera de représenter une proportion croissante du total de la dette réaménagée.

60. L'ONU a, à maintes occasions, adopté d'importantes déclarations concernant le problème de la dette. Dans ses rapports à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a, maintes et maintes fois, manifesté sa préoccupation et proposé des solutions au problème. L'Assemblée générale a elle aussi adopté un certain nombre de résolutions sur ce point. C'est ainsi que, dans sa résolution 49/727, adoptée le 19 décembre 1994, l'Assemblée générale a souligné la nécessité de s'attaquer au problème de la dette dans une optique globale. En mars 1995, la Déclaration et le Programme d'action adoptés par le Sommet social de Copenhague ont mis en relief la nécessité d'appliquer des mesures d'allègement de la dette plus radicales. Dans l'Engagement 7, la Déclaration a demandé à la communauté internationale de mettre au point des moyens novateurs d'u-

tiliser les mesures d'allègement de la dette pour financer le développement. Ces thèmes ont été développés aussi lors du débat de haut niveau auquel le Conseil économique et social a procédé à sa session de juillet 1995.

61. Les dirigeants africains ont bien fait valoir à quel point la dette limite les possibilités d'expansion et de développement durable, même dans les pays qui ont entrepris de rigoureuses mesures de réforme. Aussi ont-ils préconisé la mise en oeuvre d'une stratégie à plusieurs volets tendant à s'attaquer au problème par le biais de différentes instances et de divers mécanismes internationaux. À la réunion au sommet organisée par l'OUA en juin 1995, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique ont demandé l'application d'une stratégie tendant à : i) améliorer les Conditions de Naples en a) portant de 67 à 80 %, voire plus dans certains cas, le plafond de réduction de la dette; b) appliquant les Conditions de Naples à tous les types de dette à conditions normales à l'égard du Club de Paris, y compris la dette postérieure aux réaménagements et les intérêts moratoires; ii) éliminer toutes les autres dettes à conditions de faveur (dons) à l'égard du Club de Paris; iii) régler le problème posé par la dette à l'égard de pays autres que ceux membres du Club de Paris; iv) éliminer la dette du secteur privé en élargissant l'application, si besoin est, de mécanismes existants comme le mécanisme de rachat de créances de l'IDA et le Plan Brady; v) appuyer la mise en oeuvre de mesures novatrices de nature à réduire la dette à l'égard des institutions multilatérales, en appliquant des propositions existantes, comme la vente d'une partie des réserves d'or du FMI et l'émission de nouvelles tranches de DTS; et vi) exploiter activement tous les moyens d'utiliser les mesures d'allègement de la dette pour financer le développement.

62. Compte tenu de toutes ces considérations, un certain nombre de mesures concrètes pouvant être prises par les créanciers, les débiteurs et le système des Nations Unies sont proposées pour exploiter l'autorité morale dont jouit le Secrétaire général afin d'accélérer ainsi la mise en oeuvre d'une action tangible.

63. 1) Les institutions et les pays créanciers doivent trouver le moyen de permettre aux pays débiteurs de revenir à un niveau de service de la dette qui soit soutenable.

*a) Il est recommandé que les créanciers bilatéraux du Club de Paris (pour l'essentiel les pays membres de l'OCDE) soient invités par le Secrétaire général à envisager une fois de plus de réduire la dette, à conditions de faveur ou non, des pays à faible revenu lourdement endettés, spécialement en Afrique subsaharienne, par exemple dans le cadre du réexamen auquel le Club de Paris doit procéder des Conditions de Naples un an*

*après leur approbation, en décembre 1994, comme le Président du Club de Paris a déclaré que cela pourrait être fait dans son Résumé en date du 15 décembre 1994. Plusieurs partenaires africains ont proposé d'appliquer cette approche de manière à alléger tous les types de dettes à conditions normales à l'égard de pays membres du Club de Paris, à éliminer tout le reste de la dette à conditions de faveur contractée au titre de l'APD et à réduire tout le reste de la dette privée à court et à long terme grâce à un élargissement des mécanismes de rachat. (Les organismes des Nations Unies, qui assistent régulièrement aux réunions du Club de Paris, par exemple la Banque mondiale et la CNUCED, pourraient sans doute contribuer à encourager l'adoption de meilleures approches.)*

*b) Les créanciers bilatéraux qui ne sont pas membres du Club de Paris (essentiellement l'ancienne Union soviétique, les pays arabes et les autres pays en développement) devraient être invités par le Secrétaire général à trouver des solutions comparables à celles prévues dans le contexte du Club de Paris ainsi qu'à étudier des moyens novateurs d'échanger ou de convertir leurs créances. Il convient de noter que la CNUCED procède actuellement à une analyse approfondie de la question de l'endettement des pays africains à l'égard de créanciers non membres du Club de Paris.*

*c) Les créanciers multilatéraux seraient instamment engagés par le Secrétaire général et les membres du CAC à appliquer des mesures novatrices d'allègement de la dette. Si une réduction de la dette à l'égard des créanciers multilatéraux est justifiée, c'est parce que le fardeau que représente réellement cette dette est particulièrement onéreux de deux points de vue : cette dette doit être remboursée en priorité, et elle représente une proportion importante des remboursements effectifs.*

64. La Banque mondiale est disposée à inclure une analyse de la soutenabilité de la dette dans ses stratégies d'assistance et, lorsque cela s'avérera nécessaire et justifié, à avoir recours au mécanisme de réduction de la dette de l'IDA pour racheter des créances commerciales afin de remplacer ainsi peu à peu la dette à son égard par une dette à l'égard de l'IDA et à mettre les ressources de l'IDA à la disposition des pays qui en auraient besoin sous forme de crédit-relais, notamment en vue du remboursement de la dette. D'autres mesures sont envisagées au sein de la Banque, qui devraient être appliquées sans tarder.

65. Malgré le dispositif mis en place par le FMI dans le cadre de sa Facilité d'ajustement structurel renforcée, une action plus large s'impose. Le Fonds réexamine actuellement ses politiques

à cet égard, notamment la proposition du Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni tendant à ce que le FMI vende une partie de ses réserves d'or pour financer un allongement des échéances consenties dans le cadre de ce mécanisme et, éventuellement, pour financer un nouveau mécanisme lorsque le mécanisme existant expirera. Il est recommandé, dans le cadre de la présente Initiative, que le Secrétaire général se mette en rapport avec le Directeur général du FMI afin d'encourager celui-ci à adopter des mesures décisives pour alléger les obligations que les pays d'Afrique ont à son égard.

66. La dette des pays d'Afrique à l'égard de la Banque africaine de développement (BAD) est particulièrement préoccupante. Il est essentiel d'examiner la question de la dette contractée auprès de la Banque par les pays membres dont l'endettement est devenu insoutenable. Au début de 1995, la BAD a adopté une nouvelle politique de crédit tendant à éviter d'accorder de nouveaux prêts à des pays surendettés. Cela aidera dans une large mesure à corriger les politiques institutionnelles et les pratiques qui ont contribué à aggraver le problème de la dette des emprunteurs et permettra d'éviter de contribuer à une aggravation de l'endettement de ces pays. Il est recommandé que le Secrétaire général use de son influence pour encourager la recherche de solutions qui s'accompagnent de conditions plus libérales et un soutien international concret à la mise en oeuvre de ces solutions. Les autres institutions multilatérales intéressées, y compris les banques régionales arabes, devraient également être invitées à prendre les mesures qui s'imposent. Ces institutions devront, au minimum, mettre en place des mécanismes de rachat comme celui qu'a créé l'IDA afin d'amortir la dette écrasante des pays d'Afrique à leur égard.

67. 2) Les pays débiteurs d'Afrique ont une responsabilité majeure : ils doivent s'attacher à atténuer leurs propres problèmes en gérant efficacement leur dette, en utilisant à des fins de développement les ressources dégagées grâce aux mesures d'allègement de la dette et en s'abstenant de contracter de nouvelles dettes à des fins non productives. Ces pays devraient être engagés à formuler leurs stratégies de réduction de la dette dans cette optique et dans le cadre de politiques macro-économiques générales rationnelles. Les stratégies devraient faire partie intégrante de leur stratégie globale de mobilisation des ressources extérieures en vue d'accélérer le développement. Elles devraient être adaptées à la situation spécifique du développement de chaque pays débiteur. Ces stratégies devraient porter sur les différents types de dette ainsi que la négociation de solutions globales avec les divers créanciers ou groupes de créanciers. Il faudrait étudier aussi des moyens novateurs d'utiliser les mesures d'allègement de la dette pour financer le développement, par exemple par des conversions et des échanges de créances. En somme, ces nouvelles stratégies

de réduction de la dette devraient tendre à remplacer l'approche fragmentée et dictée par les créanciers qui a été suivie jusqu'à présent par une approche active, pleinement intégrée, adaptée aux besoins de chaque pays et dictée par la situation des débiteurs. Les stratégies de réduction de la dette des divers pays débiteurs ne pourront cependant produire effet que si leurs créanciers font eux-mêmes preuve de bonne volonté.

68. 3) Rôle de plaidoyer de l'ONU. L'ONU devrait élaborer une stratégie de plaidoyer mieux intégrée et plus active qui comprenne les deux volets ci-après :

69. Premièrement, l'inclusion des stratégies d'allègement de la dette des divers pays à l'ordre du jour des mécanismes existants de coordination de l'aide — comme les tables rondes et les groupes consultatifs — pour faire en sorte qu'elles fassent partie intégrante de leurs stratégies de mobilisation des ressources extérieures. Il y a déjà depuis 1992 des précédents à une telle utilisation du mécanisme offert par les tables rondes, sans que cela préjuge les décisions des autres instances compétentes en matière d'allègement de la dette.

70. Deuxièmement, les coordonnateurs résidents devront aider les gouvernements à présenter leurs stratégies de réduction de la dette en tant qu'élément de leurs stratégies globales de mobilisation des ressources extérieures et à renforcer les moyens nécessaires à une gestion efficace de ces ressources.

71. Dans ce contexte, il convient de noter que le PNUD et la BAD étudient actuellement la possibilité d'organiser à l'intention des responsables africains le premier d'une série de séminaires consacrés à l'amélioration des stratégies de gestion de la dette, à l'actualisation des informations sur les besoins des créanciers et sur les options de négociation. Ces discussions devront également être une occasion d'étudier la possibilité d'élaborer une nouvelle approche commune aux débiteurs et aux créanciers. Il y a lieu de noter aussi que la CNUCED a acquis une expérience considérable dans le cadre de son système de gestion de la dette et d'analyse financière, système informatisé de gestion de la dette qui a déjà été mis en place dans neuf pays d'Afrique. La CNUCED offre son système et son expérience pour enrichir les séminaires organisés par le PNUD et la BAD.

72. Toutes ces mesures envisagées, qu'elles intéressent les créanciers, les débiteurs ou le rôle de plaidoyer de l'ONU, pourront contribuer à éliminer l'une des contraintes qui limitent le plus le développement d'un grand nombre de pays d'Afrique.

#### **b. Accès aux marchés et possibilités d'échanges**

73. L'Afrique ne pourra finalement cesser d'être tributaire de l'assistance que grâce au commerce, aux investissements et à

un endettement plus soutenable. S'il ressort de différentes analyses des résultats des négociations commerciales d'Uruguay que les conséquences néfastes que ces derniers auront à court terme pour l'Afrique seront plus que compensées par le gain qu'elle peut en attendre à long terme, la plupart des commentateurs pensent que, dans l'immédiat tout au moins, les perspectives commerciales de l'Afrique en souffriront et que la mise en oeuvre du Cycle d'Uruguay risque de marginaliser encore plus le continent.

74. En Afrique, plus de 75 % des populations actives travaillent dans le secteur de la production et de l'exportation de produits de base. Or, comme les exportations de l'Afrique ont stagné et comme, dès 1992, les prix réels des produits de base n'étaient que la moitié environ des prix moyens de 1979-81, il est indispensable de diversifier les exportations si l'on veut que les pays d'Afrique qui sont tributaires des produits de base réussissent à s'orienter sur la voie d'un développement durable. Pour un grand nombre de pays africains producteurs de produits primaires, le processus de diversification, verticale et horizontale, vers l'industrie manufacturière indispensable s'ils veulent pouvoir profiter de l'expansion potentielle du commerce d'articles manufacturés sera lent. Il est probable que la libéralisation des échanges ne profitera guère à ces pays. Même dans des secteurs à haute intensité de main-d'oeuvre et relativement simples, comme celui de l'habillement, où de nouveaux producteurs apparaîtront sans doute, rien ne garantit un gain sensible à l'Afrique au cours des 10 prochaines années. Ces pays d'Afrique risquent aussi d'être au nombre de ceux qui profiteront le moins de la libéralisation des échanges, en partie à cause de la faible élasticité par rapport aux prix ainsi que de la faible élasticité de la demande par rapport aux revenus d'un grand nombre de produits primaires, et en partie parce que les barrières commerciales auxquelles se heurtent certains de ces produits sont déjà peu élevées.

75. Pour résoudre ce problème, il faut favoriser l'expansion non pas dans le seul secteur des exportations, mais aussi dans le reste de l'économie. Cela signifie que l'économie doit pouvoir exploiter les technologies nouvelles, domaine dans lequel une politique industrielle a un rôle à jouer. Les petites et moyennes entreprises pourraient à cet égard permettre de surmonter les rigidités qui caractérisent les opérations de grande envergure. En outre, une intégration régionale pourrait favoriser la mise en place d'éléments d'infrastructure lorsque les économies d'échelle sont importantes et que cela répond manifestement à l'intérêt des pays participants. Cependant, il importe pour cela de s'assurer d'emblée le concours du secteur privé. Pour assurer la croissance de l'ensemble de l'économie et des échanges en particulier, il convient de mettre en place des systèmes de transports et de communications qui fonctionnent bien. On ne peut donc qu'encourager le développement de ces systèmes.

76. Les pays d'Afrique devront exploiter les possibilités nouvelles offertes par le Cycle d'Uruguay. Il faudra également leur fournir un appui à cet égard en s'attachant à améliorer leur compétitivité. Un certain nombre de mesures correctives sont déjà envisagées par certains partenaires commerciaux bilatéraux de l'Afrique, mais leurs résultats ne sont pas encore connus. En tout état de cause, il y a trois domaines dans lesquels une action peut être entreprise par les organisations et organismes compétents, en particulier la CNUCED et l'OMC, en collaboration avec le CCI, la FAO, la CEA, la Banque mondiale et d'autres institutions, le cas échéant, pour mettre l'Afrique mieux à même de tirer parti du nouvel environnement commercial international :

i) Lors de la réunion que le Conseil économique et social a récemment tenue à Genève, l'OMC a fait savoir qu'elle se proposait d'entreprendre une étude, en coopération avec d'autres organisations, pour déterminer comment l'Afrique pourrait au mieux exploiter les nouveaux arrangements commerciaux. (L'ONUDI a déjà réalisé une étude à ce sujet.) Il est recommandé que le Secrétaire général encourage l'OMC à donner des conseils aux Etats d'Afrique et aux milieux d'affaires africains sur la façon dont les exportations pourraient être accrues dans le cadre du nouveau régime, ainsi qu'à adopter les mesures correctives qui pourraient être prises pour améliorer les perspectives des exportations africaines. Les chefs des secrétariats de la CNUCED et de l'OMC sont convenus que la priorité devra être accordée à l'Afrique dans les activités entreprises de concert entre les deux institutions. A cet égard, les deux organisations et les autres organismes compétents établiront un plan d'action afin de centrer leurs efforts collectifs, notamment afin d'accroître la production des secteurs qui travaillent pour l'exportation et à promouvoir la diversification des exportations et les débouchés.

ii) Des efforts devraient être déployés pour réduire ou éliminer les droits de douane et les pratiques commerciales qui assombrissent les perspectives commerciales de l'Afrique. Un certain nombre de partenaires commerciaux du continent, en particulier l'Union européenne, le Canada et les Etats-Unis, ont entrepris des révisions majeures de leurs systèmes tarifaires préférentiels. Le Congrès des Etats-Unis, par exemple, a demandé au Gouvernement de ce pays de passer en revue les options qui permettraient, dans le contexte des régimes bilatéraux en vigueur, de stimuler les importations en provenance de l'Afrique. Il conviendrait que l'ONU, par l'entremise du Secrétaire général, encourage les efforts ainsi déployés pour mobiliser les possibilités d'échanges qui s'offrent à l'Afrique. Les pays qui accor-

dent des préférences devraient étendre les avantages accordés dans le cadre du SGP aux pays d'Afrique, et en particulier aux pays les moins avancés, et accorder à ces derniers la possibilité d'accéder à leurs marchés, en franchise de droits, de plafonds et de contingents. La rigueur des règles d'origine devrait être assouplie. La CNUCED pourrait fournir à ces pays une assistance technique pour leur permettre de tirer pleinement parti des avantages offerts par le SGP et de renforcer les mesures nationales de promotion des exportations avec l'aide des organes de promotion des échanges des pays qui accordent des préférences.

iii) L'OMC et les autres institutions et organisations compétentes du système des Nations Unies devraient fournir une assistance technique à l'Afrique dans les domaines suivants :

- Création des nouveaux mécanismes institutionnels nationaux à mettre en place en vue d'une application efficace des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay;
- Fourniture de conseils dans les domaines nouveaux que sont les droits de propriété intellectuelle, les services, les télécommunications, l'environnement et la main-d'oeuvre, ainsi que d'avis juridiques en vue du règlement des différends commerciaux;
- Fourniture d'une assistance pour le recensement de nouveaux débouchés et de nouvelles méthodes de commercialisation de nature à élargir la diversité et à améliorer la compétitivité des exportations africaines;
- Octroi d'une aide pour la restructuration et le renforcement des secteurs de production, surtout le secteur industriel, de façon à améliorer la compétitivité sur le plan international, spécialement en encourageant l'innovation scientifique et technique.
- Fourniture d'une assistance et de conseils par le PAM pour la gestion tant de l'aide alimentaire extérieure que des réserves alimentaires nationales afin de minimiser l'impact du Cycle d'Uruguay sur les prix intérieurs et de maximiser les avantages que peuvent tirer les populations vulnérables de mesures bien ciblées en matière de sécurité alimentaire.

77. L'Afrique est restée en marge des courants d'investissements étrangers directs. Ces investissements ont beaucoup augmenté dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie en particulier, mais la part de l'Afrique dans les courants d'investissements étrangers directs demeure inférieure à 2 % du total, et ce, en dépit des efforts que déploient les pays d'Afrique pour offrir des conditions intéressantes aux investisseurs étrangers. Dans une de ses études, la CNUCED est parvenue à

la conclusion que contrairement à ce que l'on pense généralement, les investissements étrangers directs en Afrique peuvent être rentables, voire plus que cela n'est généralement le cas dans d'autres pays en développement.

78. Pour démontrer les possibilités qui s'offrent en Afrique aux investisseurs étrangers potentiels, il a été élaboré les propositions suivantes :

*i) Un projet pilote serait entrepris afin de préparer un profil de la situation des investissements dans cinq pays d'Afrique sélectionnés. Ce travail pourrait être entrepris par la CNUCED en coopération avec l'ONUDI, le PNUD, la Banque mondiale, la CEE, la Banque africaine de développement et les autres organisations intéressées. (Coût estimatif : 200 000 dollars E.-U.) Si ce projet s'avère efficace, des projets semblables pourraient être entrepris dans d'autres pays d'Afrique; et*

*ii) Les investisseurs potentiels et les milieux d'affaires pourraient être invités, à l'occasion des tables rondes, à évaluer les possibilités d'investissement dans différents pays d'Afrique. Voir également la troisième partie, sect. A.3. ci-dessous.*

**c. Partenariats avec l'Afrique  
dans le cadre de la coopération Sud-Sud**

79. La coopération Sud-Sud peut beaucoup contribuer à favoriser le développement de l'Afrique : elle offre à ce continent d'énormes possibilités d'exploiter la prospérité économique qui se manifeste dans d'autres régions du monde en développement. La coopération Sud-Sud peut être fructueuse si des mesures concrètes sont prises au niveau national pour la favoriser et si les initiatives ainsi prises débouchent sur une solide collaboration entre les secteurs public et privé. Lors de la discussion de haut niveau qu'il a tenue à sa session de juillet 1995, le Conseil économique et social a mis en relief l'importance que revêt la coopération Sud-Sud et la mesure dans laquelle elle peut améliorer les perspectives de développement de l'Afrique. Les pays et les organisations du continent, et particulièrement la CEA, ont été instamment engagés à mettre en place des mesures énergiques pour favoriser cette coopération, particulièrement dans le contexte des relations entre l'Afrique et l'Amérique latine.

80. Cette action prioritaire a pour objet de faciliter cette coopération au niveau des pays en resserrant les liens entre l'Afrique et les autres régions de l'hémisphère austral. La coopération Sud-Sud offre des possibilités exceptionnelles à l'Afrique en particulier, et au Sud en général, de participer au nouveau système commercial mondial et d'y jouer un rôle actif

en créant des affaires et des entreprises de production et de services au plan régional. Cette coopération serait également de nature à resserrer les liens commerciaux et financiers et à renforcer l'échange de données d'expérience sur le développement ainsi que d'innovations scientifiques et techniques entre l'Afrique et les autres régions de l'hémisphère austral. L'ONU s'emploie depuis plusieurs années déjà à renforcer la coopération Sud-Sud en stimulant une action à l'échelon interrégional et national. Il convient de noter en outre la Commission Sud-Sud, le Cadre de Bandoeng pour la coopération entre l'Asie et l'Afrique (qui a vu le jour à la suite d'une importante conférence organisée par le Gouvernement japonais en octobre 1993 sous le titre de Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) et les efforts lancés par l'OUA. Le moment est venu de construire sur les bases ainsi posées.

81. Il importe au plus haut point, si l'on veut que ces efforts soient couronnés de succès et soient durables, que ces possibilités soient exploitées dans l'optique du secteur privé. Ainsi, l'une des priorités de la présente Initiative est de mobiliser les énergies et les talents créateurs collectifs des commissions régionales, des banques régionales de développement, des communautés économiques régionales et des principales organisations-cadres des milieux d'affaires et du secteur privé d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine afin :

- De mettre en place et de renforcer des systèmes d'information commerciale et des associations du secteur privé entre l'Afrique et les autres régions de l'hémisphère austral;
- D'organiser un échange d'informations et d'idées sur divers aspects de la mondialisation de l'économie et du développement (avec la participation de responsables politiques et de théoriciens);
- De renforcer l'intermédiation financière entre les systèmes bancaires régionaux;
- De resserrer les liens entre les secteurs privés en Afrique et dans les autres régions pour encourager :
  - Les flux d'investissements privés en Afrique;
  - La création d'affaires et d'entreprises conjointes de production et de services;
  - La mise en place de mécanismes d'échange de données d'expérience entre l'Afrique et les autres régions et le transfert de connaissances à l'Afrique sur les innovations ayant fait leurs preuves dans des domaines comme l'intermédiation financière, l'informatique et les applications de la science et de la technique au service du développement; et
- De promouvoir et de faciliter des échanges périodiques de données d'expérience et d'informations économiques, financières, scientifiques, techniques et technologiques, particulièrement au niveau du secteur privé.

82. Dans le cadre de cette action, la CEA, en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la CNUCED et l'ONUDI, prendrait l'initiative d'encourager la coopération dans le sens indiqué ci-dessus et, surtout, d'encourager les secteurs privés de ces dernières régions à établir des liens avec l'Afrique et, ce faisant, d'aider les partenaires potentiels à identifier les coentreprises qui pourraient être créées et l'action à entreprendre dans ce domaine. Il conviendra de tirer parti de l'expérience que les institutions ont acquise dans le domaine de la coopération Sud-Sud, par exemple dans le cadre du programme Techmart de l'ONUDI et de l'application en Afrique des résultats obtenus en Corée. Les réseaux africains d'échanges d'information, qui constitueraient un élément clef de ce programme prioritaire, seraient renforcés. L'on estime qu'un montant de 10 millions de dollars serait nécessaire, sur une période de cinq ans, pour financer l'ensemble de ce programme.

### ***3. Mobilisation des ressources internes : épargne et investissement intérieurs***

83. Cette action prioritaire vise à mobiliser les ressources des pays africains en stimulant l'épargne et l'investissement intérieurs et ainsi à faire en sorte que les systèmes internationaux se préoccupent moins de l'équilibre extérieur que du peu de cas relatif qui a été fait des possibilités de mobilisation des ressources internes.

84. Le financement du développement de l'Afrique, au niveau des entreprises, des communautés et des pays, devra, de plus en plus, provenir des ressources internes, et même un système d'aide extérieure judicieusement réorienté vers les pays les moins avancés, un système commercial plus ouvert et mieux utilisé et des mesures plus sérieuses d'allègement de la dette ne permettront pas de satisfaire l'ensemble des besoins.

85. Il est clair que si l'on veut éviter une compression de l'activité économique et assurer une expansion et un développement durables, il faudra que l'épargne intérieure augmente considérablement en Afrique. L'épargne intérieure devra jouer un rôle important aussi dans le succès de nombre des activités proposées dans le contexte de la présente Initiative. S'il est légitime de vouloir que cela ne se fasse pas au prix d'une réduction de la consommation, il existe, en dehors des circuits structurés, une épargne substantielle des ménages qui pourrait être mobilisée beaucoup plus efficacement grâce à un renforcement des systèmes financiers établis et des mécanismes locaux. Dans de nombreux pays d'Afrique, le système bancaire est très faible et, dans d'autres, il est tout simplement en faillite. Le développement du secteur privé exigera une expansion des mécanismes privés de crédit, une réduction du rôle prédomi-

nant joué par les banques étatiques, une moindre ingérence de l'Etat dans le fonctionnement des marchés du crédit et l'élimination de l'encadrement des taux d'intérêt.

86. Dans les autres régions, l'épargne intérieure publique a joué un rôle crucial lorsque les pouvoirs publics, par une politique monétaire appropriée, ont acheminé les excédents des administrations publiques vers les marchés privés du crédit. Dans nombre de pays d'Afrique, en revanche, les dépenses publiques ont été bien supérieures aux recettes (pour 30 pays, les déficits budgétaires ont représenté 8,7 % du PIB en 1981-1987 et 9,7 % en 1988-1993), ce qui a épongé l'épargne disponible dans le reste de l'économie. Les dépenses publiques, qui représentent en moyenne 28 % du PIB, demeurent élevées en comparaison de celles des autres régions. Les pouvoirs publics devraient s'employer à réduire les dépenses du secteur public dans des domaines non essentiels (par exemple dans le cas des activités productives et commerciales qui sont réalisées par des entreprises paraétatiques mais qui pourraient l'être par le secteur privé, et dans le domaine des dépenses militaires) ainsi qu'à accroître les recettes en rationalisant le système fiscal.

87. Il est vivement recommandé aux gouvernements africains de formuler des politiques visant à encourager le développement de l'intermédiation financière afin de résoudre les problèmes susmentionnés. Une étude de la Banque mondiale, bien avancée, définira l'approche recommandée. L'on pourra se fonder aussi sur un rapport du Secrétaire général intitulé "Les systèmes et les pratiques d'intermédiation financière en Afrique" qui a été approuvé par l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Dans ce rapport, le Secrétaire général a proposé une stratégie à trois volets visant à renforcer et à promouvoir différents types d'institutions financières bancaires et non bancaires, à mettre au point et à lancer différents types d'instruments financiers correspondant aux besoins des épargnants et des investisseurs et à mettre au point et à appliquer des instruments de politique monétaire indirecte.

88. Vu l'importance que revêt le sujet et l'état d'avancement des travaux en cours, les organismes des Nations Unies ont convenu d'envisager des mesures tendant à accroître l'épargne et les investissements intérieurs dès que des programmes d'action auront été élaborés.

### ***4. Informatique au service du développement***

89. Plusieurs pays d'Afrique ainsi que différents centres de promotion du commerce et des sciences en Afrique et des donateurs publics et privés (y compris l'UNESCO, la Banque mondiale, la CEA, le PNUD, le CRDI, l'UIT, la CNUCED, la Carnegie Corporation de New York et l'AID des Etats-Unis) s'emploient activement à développer les réseaux d'information

et de télécommunications en Afrique. Le groupe de travail présidé par l'UNESCO et la CEA-Banque mondiale a formulé plusieurs propositions dans ce domaine. Il est clair que, dans certains pays, le secteur privé jouera le rôle de premier plan dans le développement des systèmes et des réseaux d'information mais, dans d'autres, il faudra sans doute à la fois mettre en œuvre des politiques nouvelles et prévoir un soutien direct d'institutions régionales et internationales.

90. Un tel appui est plus que justifié : si les pays d'Afrique ne participent pas pleinement à la révolution mondiale de l'information, le fossé entre les nantis et les plus démunis se creusera, ce qui risque de marginaliser encore plus le continent. D'un autre côté, une participation à la société de l'information offre à l'Afrique d'immenses possibilités de se lancer dans l'avenir en dépassant les déficiences passées du développement. Les hommes de science et les chercheurs africains peuvent participer pleinement aux activités des milieux scientifiques mondiaux grâce à l'accès direct qu'ils ont au réseau mondial Internet. Dans toute la région, et particulièrement dans les régions rurales, l'accès à la communication et à l'information se trouvera élargi dans des proportions spectaculaires, ce qui accélérera et favorisera un développement durable.

91. Le développement de l'infrastructure des télécommunications et de l'infrastructure de la région renforcera énormément la coopération régionale et internationale tout en améliorant les possibilités qui s'offrent dans les domaines de l'éducation, de la santé et du commerce, et ce au prix d'un investissement modeste par rapport à celui qui serait à prévoir dans tout autre secteur. Le développement de l'information aura aussi pour effet d'accroître la participation de l'Afrique au dialogue mondial dans des domaines comme l'environnement, les droits de l'homme et la démocratisation.

92. La plupart des contraintes qui limitent actuellement l'accès de l'Afrique à la société mondiale de l'information tiennent à la politique des pouvoirs publics, à l'infrastructure humaine et aux cultures nationales. Les dirigeants africains devront exploiter les possibilités qui se présentent pour éviter d'être de plus en plus marginalisés. Elle aura besoin d'un personnel qualifié pour exploiter et utiliser les nouveaux systèmes qui seront introduits. Il faudra également que les attitudes changent quant à l'information et à son utilisation afin qu'il apparaisse une culture aspirant à s'informer et à informer.

93. La CEA et la Banque mondiale ont l'une et l'autre entrepris un réexamen interne de leurs approches des principaux problèmes stratégiques qui se posent sur le continent africain, et l'une et l'autre ont accordé aux technologies informatiques une place de choix sur la liste de leurs priorités. D'autres donateurs, comme l'AID des Etats-Unis, le CRDI et le PNUD, s'in-

téressent également aux efforts déployés dans ce domaine et y participeront. La Banque mondiale a lancé une initiative d'envergure mondiale, appelée InfoDev, pour permettre aux pays en développement d'accéder plus facilement aux bienfaits de la révolution de l'information. La présente activité serait une initiative africaine qui serait reliée à l'initiative mondiale InfoDev et qui permettrait à l'Afrique de mieux tirer parti des possibilités nouvelles et de se préparer à relever les défis du nouvel âge de l'informatique. En s'associant aux efforts déployés par la CEA pour mettre l'informatique au service du développement, comme prévu dans le cadre de la présente activité, la Banque mondiale considère que son programme InfoDev pourrait créer d'importants effets de synergie. L'UNESCO, dans le contexte du projet de mise en place d'un réseau informatique régional (qui fait partie intégrante de son Programme intergouvernemental de développement de l'informatique), a collaboré étroitement avec l'UIT et la CEA pour créer des conditions propres à faciliter l'accès aux télécommunications et à l'informatique, autre aspect indispensable du développement en Afrique. Cette activité porterait sur les domaines d'activité ci-après :

- *Sensibilisation.* Il s'agirait d'obtenir que les pouvoirs publics réforment leurs politiques dans le sens nécessaire pour permettre à l'Afrique d'entrer dans l'ère de l'information grâce à une série d'efforts nationaux et régionaux. Il faudra notamment faciliter l'accès à l'information et promouvoir l'initiative privée lorsque celle-ci apparaît prometteuse. Il se peut que des mesures de déréglementation et de privatisation doivent être prises. Il faudra évaluer l'intérêt suscité dans le secteur privé et, selon le cas, le faire participer à des consultations nationales.
- *Analyse stratégique des possibilités et des risques.* Il faudra donner aux dirigeants africains l'occasion de promouvoir des transformations dynamiques dans ce domaine pour que toutes les parties prenantes puissent participer à la révolution de l'information. Il faudra aussi entreprendre des études afin de réorienter les politiques dans le sens souhaité pour faciliter la participation des pays africains à la société de l'information.
- *Elargissement des réseaux.* Il faudra mettre en place l'infrastructure nécessaire dans un certain nombre de pays pilotes pour leur permettre de se raccorder au réseau Internet.
- *Applications.* Il s'agira de promouvoir la mise au point et la diffusion d'applications des technologies de l'information dans les principaux secteurs afin de renforcer la compétitivité de l'Afrique au sein d'une économie mondiale en mutation rapide. Une attention spéciale sera accordée au rôle que peuvent jouer les associations féminines ainsi qu'à l'information



*intéressant plus particulièrement les femmes.*

- *Formation. Il faudra renforcer les capacités de l'Afrique dans le domaine de la gestion des réseaux et de l'application de l'informatique à la prise de décisions concernant le développement et aux programmes sectoriels.*

94. Selon les estimations, il faudra prévoir un coût de 11,5 millions de dollars. Ce programme portera sur 20 pays d'Afrique, et il est probable que 20 autres pourraient y participer dans le cadre d'une proposition qui sera sans doute approuvée sous peu par l'Agency for International Development des Etats-Unis.

95. La CEA, la Banque mondiale, l'UNESCO, l'UIT et la CNUCED collaboreront en tant qu'institutions chefs de file. Leurs premières tâches consisteraient à : i) définir leurs responsabilités respectives; ii) obtenir le concours des autres donateurs intéressés; et iii) mettre en place un processus d'étroite collaboration avec des gouvernements africains. Le Centre canadien de recherche sur le développement international, l'ONUDI, la Carnegie Corporation de New York, la Commission mondiale sur l'infrastructure de l'information et l'association américaine Internet Society se sont déjà tous déclarés disposés à prendre part à cette entreprise. Des contacts devraient aussi être pris avec le PNUD, l'AID des Etats-Unis et les organismes d'aide au développement de pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie et le Japon. L'Institut de développement économique de la Banque mondiale, en collaboration avec l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) parrainé par la CEA, seraient les organismes chargés de faciliter les activités de sensibilisation et de formation. Cette initiative serait réalisée en étroite coopération avec l'Africa Internet Forum. Les pays d'Afrique qui ont joué un rôle de catalyseur dans ce domaine siègeraient au Comité directeur du projet; ces pays sont notamment l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Sénégal dans le domaine des télécommunications, l'action portera essentiellement sur le renforcement des acquis des pays africains.

96. La mise en oeuvre de cette activité prioritaire proposée revêtirait la forme suivante :

- *L'organisation d'ateliers thématiques et sectoriels nationaux afin d'intensifier le débat politique concernant l'élimination des cadres réglementaires dépassés;*
- *Commission régionale des techniques de l'information et de la communication;*
- *Installation de noeuds Internet avec serveurs locaux qui fourniraient tous les services Internet par l'intermédiaire de microstations raccordées par satellite dans huit pays;*

- *Formation des ingénieurs de systèmes, opérateurs et usagers de l'information de toute l'Afrique aux réseaux informatiques;*
- *Mise au point et diffusion d'applications, en s'appuyant pour ce faire sur l'expérience de l'ONUDI, surtout en ce qui concerne les applications de l'informatique dans l'industrie; et*
- *Etablissement et exploitation d'un centre électronique d'échange d'informations sur le développement de l'Afrique.*

97. Les principes opérationnels seraient notamment les suivants : encouragement de la compétitivité et développement du secteur privé africain dans le secteur de la fourniture de services informatiques; nécessité de réformer et de déréglementer le secteur des télécommunications afin d'encourager la compétitivité et la participation du secteur privé aux services à valeur ajoutée ainsi que le fonctionnement sous licence de microstations; utilisation des ressources locales et de la base d'information en place (systèmes Fido et UUCP existants, opérateurs de systèmes); et encouragement de la coopération Sud-Sud en encourageant les Africains formés à l'étranger à rentrer dans leur pays d'origine et en obtenant une assistance technique des autres pays en développement ayant acquis une expérience dans ce domaine.

## **B. Un espoir nouveau pour la génération montante**

98. La lignée des programmes dont la communauté internationale est convenue pour améliorer la situation économique et sociale des peuples d'Afrique est impeccable et, d'Alma Ata à Beijing, en passant par Jomtien, Copenhague et le Caire, la communauté mondiale a montré toute l'importance qu'elle attache au développement social et à l'amélioration des conditions de vie sur le continent africain. La présente Initiative pourrait fort bien catalyser une mise en oeuvre pratique des deux éléments clefs des engagements pris dans ces domaines : l'éducation de base et la santé de base. Non seulement les mesures proposées revêtent-elles une importance fondamentale pour le développement, mais encore elles constituent la base de tout espoir, pour la prochaine génération, d'atteindre un niveau de développement plus avancé.

99. Il faudra mobiliser avec succès des ressources considérables pour mettre en oeuvre les actions prioritaires formulées dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Comme l'expérience l'a prouvé (des exemples en sont l'association Donors for African Education, le Comité consultatif africain pour la population et le Programme spécial pour la recherche agronomique en Afrique), la création d'instances sectorielles

régionales constitue un moyen efficace de mobiliser des ressources et de régler des problèmes importants d'intérêt commun pour les donateurs et les gouvernements.

100. Cette section comprend également d'importantes mesures recommandées dans le domaine de l'emploi et de la création de moyens de subsistance durables, mesures qui font suite au thème clef du Sommet mondial pour le développement social et de bien d'autres instances.

101. Les mesures exposées sous cette rubrique sont particulièrement importantes, en ce qu'elles engendreront une véritable révolution des sexes en Afrique. L'émancipation des femmes africaines grâce à l'éducation, à l'amélioration de la santé et à un accès plus facile aux ressources est un objectif qui a des incidences constructives et fondamentales pour toutes les sociétés africaines. Certes, les mesures envisagées n'élimineront pas automatiquement la discrimination ni les différences entre hommes et femmes, mais elles constituent un élément indispensable des efforts déployés dans ce sens. Leurs incidences sur le développement économique, l'accroissement démographique et le bien-être de l'être humain sont claires.

### **5. Education de base pour tous les enfants d'Afrique**

102. Un vaste programme prévu dans le cadre de l'Initiative tend à garantir que tous les enfants d'Afrique reçoivent une éducation de base, et ce sur un horizon temporel ne dépassant pas 10 ans. C'est l'élément le plus ambitieux de l'Initiative et il est donc exposé de la manière la plus détaillée.

#### **Justification**

103. Depuis la Conférence de Jomtien, tenue en 1990, des progrès réguliers, bien que lents, ont été accomplis sur la voie de l'éducation pour tous dans la plupart des régions du monde. L'Afrique est l'exception notable. La tendance à la baisse des taux de scolarisation constatée dans de nombreux pays d'Afrique pendant les années 80 ne s'est pas inversée. Les taux de redoublement sont plus élevés en Afrique que dans toute autre région du monde, les abandons sont nombreux, la qualité de l'éducation médiocre et la scolarisation des filles peu élevée, le pourcentage de filles fréquentant l'école étant souvent inférieur de plus de 20 % à celui des garçons.

104. Nul doute que la communauté internationale a été sensible, dans son appui, aux difficultés auxquelles l'Afrique s'est heurtée dans le domaine de l'éducation. Des milliards de dollars ont été mobilisés pour l'éducation au cours des 10 dernières années par l'entremise des organismes donateurs, tant multilatéraux que bilatéraux. Il demeure cependant nécessaire d'analyser de près les résultats de ces efforts et de déterminer

pourquoi ils sont restés vains. Serait-il possible de tirer de cette observation la conclusion que la solidarité internationale n'a pas atteint la masse critique nécessaire, ou bien que les ressources allouées n'ont pas été utilisées efficacement? Ces questions, à leur tour, mettent en relief la nécessité de trouver des modalités de collaboration et de partenariat nouvelles et plus efficaces avec les Etats d'Afrique.

105. Nul n'ignore que l'éducation est absolument indispensable au développement économique, au bien-être de l'homme et au progrès des sociétés en Afrique. Cet enseignement se dégage clairement de la situation de l'Asie, où l'augmentation des investissements qui ont été faits pendant les années 60 et 70 dans l'éducation primaire et secondaire a contribué à poser les bases de l'essor économique, mû par les exportations, qui a été enregistré depuis lors. Si l'on compare les pays d'Afrique subsaharienne et les pays de l'est de l'Asie qui ont connu la croissance la plus rapide, l'on constate que les différences entre ces deux régions s'expliquent principalement par celles qui existent dans le domaine de l'éducation.

106. Il ressort d'études faites en Afrique que les taux de rendement des investissements sociaux sont de 24 % pour l'enseignement primaire, de 18 % pour l'enseignement secondaire et de 11 % pour l'enseignement supérieur. Cette activité prioritaire de l'Initiative porte sur le niveau de l'enseignement auquel les investissements sont les plus rentables, vu que les résultats obtenus encourageront à améliorer les systèmes d'éducation aux niveaux secondaire et supérieur.

107. Du fait de la mondialisation de l'économie et de l'abaissement des barrières qui entravaient le commerce international ces dernières années, l'éducation est devenue plus nécessaire que jamais pour l'Afrique. Le continent risque de se trouver marginalisé s'il ne peut pas soutenir la concurrence sur les marchés des produits d'exportation et des services. Cependant, cette compétitivité ne dépend plus de l'existence d'une main-d'œuvre bon marché et sans qualifications. Pour réussir, il faut améliorer la productivité et mettre en place des systèmes performants. En l'occurrence, l'élément sans doute le plus important tient à l'éducation de base que les travailleurs reçoivent et à l'effet que cette éducation a sur leur souplesse et sur leur capacité d'adaptation.

108. En dépit de l'importance critique que revêt l'éducation, près de la moitié des adultes en Afrique sont illettrés. En moyenne, l'homme a suivi moins de trois années d'études, et la femme un an environ. Manifestement, cela signifie que, pour une large part, la population active n'est pas préparée à contribuer au développement ni à en bénéficier. L'attention voulue devra être accordée aux programmes de formation professionnelle des jeunes chômeurs en milieu urbain, ainsi qu'aux pro-

grammes d'alphabétisation des adultes et aux mesures tendant à garantir la durabilité des résultats au moyen de divers types d'éducation non formelle. Si les tendances actuelles persistent, le nombre d'adultes analphabètes ou peu instruits augmentera, une proportion élevée des enfants ne fréquentant pas l'école primaire.

### Objectifs

109. La première étape sur la voie d'une solution à long terme de ce cercle vicieux de l'analphabétisme consiste par conséquent à assurer à tous une éducation de base qui soit de qualité. Cela réduirait progressivement le nombre d'illettrés, préparerait les élèves à suivre des études plus poussées et dispenserait aux populations les compétences et connaissances de base indispensables.

110. La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous qui s'est tenue à Jomtien en 1990, le Sommet mondial pour les enfants qui a eu lieu la même année, la Conférence du Caire sur la population de 1994 et le Sommet de 1995 pour le développement social ont tous demandé à la communauté mondiale de relever le défi consistant à garantir une éducation primaire à tous les enfants du monde au cours des 10 années à venir, voire plus tôt. Les gouvernements et les sociétés d'Afrique se sont engagés à promouvoir la réalisation de cet objectif. Mais une éducation primaire pour tous est-elle un objectif réaliste? Que faudra-t-il pour garantir une éducation de base à tous au cours des 10 prochaines années? Pour atteindre cet objectif, il faudra mettre en oeuvre une combinaison judicieuse d'actions stratégiques, en particulier pour transformer le système formel et non formel d'éducation pour en faire un système équitable et accessible dispensant une éducation de qualité et utile dans la vie.

111. Le défi varie beaucoup d'un pays d'Afrique subsaharienne à un autre, et certains pays sont sur le point d'atteindre cet objectif. Dans quelques autres pays, où l'éducation pour tous, c'est-à-dire une scolarisation primaire universelle et des systèmes d'éducation de qualité acceptable, ne semble pas hors de portée, il suffirait que le taux de scolarisation progresse de 3 ou 4 % par an. Dans plus d'une vingtaine de pays d'Afrique, en revanche, il faudrait que ce taux augmente de plus de 6 % par an pour assurer une éducation pour tous dans un délai de 10 ans et, dans une douzaine de pays, ces taux devraient dépasser 10 % par an. En principe, même ces derniers taux ne devraient pas être impossibles à atteindre. Le Zimbabwe, par exemple, a enregistré un taux annuel de progression de 12,4 % pendant la première moitié des années 80. En outre, l'Afrique, dans son ensemble, a atteint un taux annuel de progression de la scolarisation au niveau primaire de près de 8 % pendant les années 70. Des efforts particuliers seront entrepris pour promouvoir une scolarisation complète des filles.

112. Un modèle de simulation a été utilisé pour calculer, sur la base de trois années de réforme, ce que coûterait l'éducation pour tous. Ainsi, à supposer qu'ils soient disposés à mettre en oeuvre les réformes nécessaires, 11 pays pourraient faire face à ce coût, à condition que les dépenses consacrées à l'éducation augmentent, en termes réels, au moins aussi vite que leur population pendant la période 1980-2005. Même avec une augmentation aussi soutenue, 24 autres pays enregistreraient un déficit global de quelque 16 milliards de dollars. Ce chiffre pourrait être ramené à 10 milliards de dollars environ si la proportion des dépenses budgétaires renouvelables que chaque pays alloue chaque année à l'éducation était accrue de 2 % et maintenue constante jusqu'en 2005.

### Stratégie

113. Cet objectif est formidable mais il n'est pas hors de portée. Ce qu'il faut, c'est mettre en oeuvre une stratégie formulée par les pays intéressés eux-mêmes, appuyée par un engagement coordonné de toutes les institutions intéressées et soutenue par un accord général, sur une base stable et à long terme. Une stratégie, pour être couronnée de succès, devrait tendre à aider les pays d'Afrique à mettre en place et à maintenir les capacités nationales financières, humaines et institutionnelles nécessaires.

114. Cette stratégie suppose que tous les intéressés s'entendent sur un certain nombre de principes fondamentaux :

- *L'éducation pour tous est une question qui relève essentiellement de la responsabilité de chaque pays et est un objectif qui ne pourra être atteint que grâce à un effort et à un dynamisme internes. Les donateurs, les fondations et les autres parties intéressées ne peuvent jouer qu'un rôle complémentaire.*
- *L'éducation intéresse la société tout entière (c'est-à-dire les collectivités et les parents, les ONG, etc.), et pas seulement les pouvoirs publics. De ce fait, les responsables de la planification de l'éducation doivent être en contact avec des membres de nombreux secteurs de la société, y compris les planificateurs de l'agriculture et de l'industrie.*
- *Les planificateurs de l'éducation ont eu tendance à mettre l'accent surtout sur l'offre et pas assez sur la demande. S'il est vrai que l'on manque de livres, de maîtres qualifiés et de facilitateurs, il n'en demeure pas moins que les gaspillages sont sérieux. Chose plus importante, l'insuffisance de la demande, de la part des parents et des collectivités, semble refléter le manque de rapport avec l'éducation dispensée ou le manque d'attention envers la nécessité de stimuler cette demande.*
- *Une place spéciale devra être faite à ceux qui risquent*

*le plus d'être privés de la possibilité d'accéder à l'enseignement, c'est-à-dire en particulier les filles et les femmes et les groupes qui sont traditionnellement laissés pour compte.*

115. A la lumière de ce qui précède, la stratégie consistera à encourager les pays d'Afrique à faire de l'éducation pour tous un engagement à long terme de la société ainsi qu'à renforcer les capacités et réaffecter les ressources comme il conviendra pour y parvenir, sachant que la communauté internationale est disposée à agir à l'unisson pour les aider dans le cadre d'un partenariat à longue échéance. Fondamentalement, il faudra qu'une proportion accrue du PNB de l'Afrique et des ressources des donateurs soit consacrée aux activités de promotion de l'éducation en Afrique.

116. L'Initiative concernant l'éducation pour tous les enfants africains pourra catalyser la mise en oeuvre de cette stratégie. Pour nombre de pays, une assistance substantielle demeurera nécessaire après que tous les efforts de mobilisation locale, de réaffectation des ressources et de l'amélioration de l'efficacité auront été épuisés. Ce qu'il faut, c'est mettre en oeuvre un programme d'assistance (semblable au Programme spécial d'assistance pour l'Afrique) présentant les caractéristiques suivantes :

- *Un groupe de donateurs s'engagera à couvrir, pendant une période prolongée, les déficits de ressources des pays ayant entrepris d'assurer une éducation de base à tous les enfants. Il faudra qu'il soit clair que la responsabilité des activités continuera d'incomber aux pays hôtes.*
- *Les donateurs s'engageront à fournir cet appui pendant toute la durée d'exécution des programmes nationaux. Pour certains pays, cela pourra supposer des dépenses apparemment hors de portée en attendant qu'ils aient atteint, dans quelques décennies, un niveau d'expansion économique suffisant pour qu'ils puissent financer ces dépenses eux-mêmes.*
- *Le financement portera non seulement sur les dépenses d'équipement mais aussi sur les dépenses de fonctionnement, qui représentent la majeure partie des besoins budgétaires. En particulier, il faudra investir dans la valorisation des ressources humaines et le renforcement des capacités institutionnelles.*
- *Les donateurs participant à ce programme devront convenir de ne pas financer dans le secteur de l'éducation de base d'activités qui s'écartent nettement et risquent de détourner l'attention du programme principal organisé par les différentes institutions intéressées sans avoir au préalable mené des consultations approfondies sous la direction du gouvernement.*

- *Les ressources qu'exigera ce programme ne devront pas nécessairement être des ressources supplémentaires : elles pourront provenir d'une réorientation de celles qui ont déjà été allouées à l'ensemble du programme d'assistance à l'Afrique.*

117. Si l'on veut que les pays bénéficient de ce programme, ils devront :

- *Formuler et mettre en oeuvre un plan d'action large et bien conçu (notamment pour ce qui est des stratégies, des mesures à appliquer et des sources de financement) pour réaliser l'objectif qu'est l'enseignement primaire pour tous, et s'engager à le mener à bien. Ce plan devra être solidement intégré à une stratégie et à une politique financière de prudence.*
- *Apporter la preuve qu'ils ont les ressources humaines et les capacités institutionnelles nécessaires pour mettre en oeuvre le plan d'action.*

118. Dans tous les cas où un pays n'a pas les capacités de planification et les moyens institutionnels nécessaires pour bénéficier de ce programme spécial, les donateurs devront être disposés à appuyer un large effort de renforcement des institutions et de formation pour lui permettre de formuler et de mettre en oeuvre des programmes de promotion de l'éducation pour tous. Il faudra simultanément resserrer la coordination professionnelle entre les organisations internationales et les pays intéressés, ainsi qu'entre ces derniers, pour élargir la base de la formulation des politiques et faciliter un échange de données d'expérience, faute de quoi les pays continueront de travailler chacun de leur côté et de se heurter, bien souvent, à des problèmes déjà résolus par leurs voisins.

#### **Ressources nécessaires**

119. Le déficit de 10 milliards de dollars qui a été mentionné plus haut, au paragraphe 112, représente le minimum absolu des ressources extérieures qui, selon les estimations, seront nécessaires pour 34 pays jusqu'en 2005. L'assistance devra néanmoins être plus importante, si le nombre de pays qui en auront besoin est plus important, si les pays n'ont pas pu introduire toutes les réformes nécessaires à une amélioration de l'efficacité, si les taux d'expansion économique ont été moindres que prévu ou qu'il n'a pas été possible de réaffecter à l'éducation les crédits budgétaires requis. Aussi, peut-on supposer, sans peur de se tromper, qu'au cours des 10 à 15 prochaines années, les pays d'Afrique subsaharienne auront besoin d'une aide de l'ordre de 15 milliards de dollars, soit environ 1,25 à 1,5 milliard de dollars par an.

120. Au début, c'est-à-dire pendant l'année au cours de laque-

Il le programme commencera d'être réalisé dans la première série de pays, il se peut que les besoins annuels ne soient pas aussi élevés. En outre, à mesure que les pays se voueront véritablement à la réalisation de cette initiative, l'amélioration de l'efficacité interne, la mise au point de solutions novatrices et une augmentation des crédits budgétaires internes auront sans doute pour effet de réduire le montant des ressources nécessaires.

#### Mécanismes de coordination

121. Un groupe mixte interinstitutions (assisté par un secrétariat restreint) inspiré du modèle de la Conférence de Jomtien — groupe dont les membres seraient choisis par les pays et qui travaillerait en coopération et consultation étroites avec d'autres organes existants et avec le mécanisme de suivi de l'Initiative spéciale — pourrait être créé pour mobiliser les ressources, préparer les programmes annuels d'assistance et orienter l'aide au préinvestissement vers les pays résolus à assurer l'éducation pour tous, qui ont besoin d'une assistance pour renforcer leurs capacités et formuler des plans d'action.

#### Étapes suivantes

122. Arrangement pilote : La Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO intensifieront leur collaboration avec un nombre limité de pays pour : a) élaborer des plans d'action bien conçus et de large portée, comme décrits ci-dessus, pour assurer l'éducation pour tous; et b) mobiliser les ressources humaines et les capacités institutionnelles nécessaires pour mettre en œuvre les plans. D'autres organismes de financement et d'assistance seront invités à participer à cette activité pilote.

123. Appui technique et plaidoyer : Une équipe spéciale (composée de représentants de la Banque mondiale, de l'UNICEF, de l'UNESCO, du FNUAP, du PNUD et de l'OMS), qui pourrait notamment opérer dans le cadre du suivi de l'Initiative spéciale, mettra au point, en consultation avec l'Association for Development of African Education (DAE) — association de donateurs et de ministres africains de l'éducation — des mécanismes pour aider les pays, au stade du préinvestissement, en leur fournissant des informations, des données d'expérience, des outils d'analyse, un appui technique et des possibilités d'échanger entre eux des connaissances et des compétences. Il a été pris note de l'intérêt qu'a exprimé le Programme alimentaire mondial (PAM) d'incorporer des activités de promotion de l'éducation de base et de l'hygiène dans ses programmes d'alimentation scolaire. L'équipe spéciale est instamment invitée à tenir compte de cette possibilité dans les programmes envisagés. Elle pourra également, le cas échéant, régler les questions conceptuelles qui pourront surgir et faire en sorte que l'on trouve des moyens novateurs de maximiser l'efficacité des systèmes d'éducation pour réduire les coûts et étendre la couverture des services d'éducation aux régions rurales. Parmi les

questions à étudier figureraient l'inclusion de l'éducation des adolescents et de la formation professionnelle ainsi que les effets des programmes convenus sur l'ensemble du secteur de l'enseignement. L'équipe spéciale devrait prendre des dispositions pour associer un plus grand nombre de partenaires, notamment des ONG, à la mise en œuvre de cette activité prioritaire. Elle devrait également prévoir des mécanismes permettant de mobiliser la demande d'éducation et notamment envisager l'organisation de campagnes en encourageant la scolarisation des enfants, notamment celle des filles.

124. Il ne sera possible de progresser réellement sur la voie de l'éducation pour tous que si les pays, non seulement mettent en œuvre les compétences techniques nécessaires, mais encore, ce qui est plus important, font preuve d'une volonté et d'un engagement suffisants à cette fin. Aussi, faudra-t-il prendre des mesures pour stimuler et encourager les pays à évaluer leur propre engagement et à s'associer à ce programme en tant que partenaires à part entière.

125. Mobilisation des ressources : La Banque mondiale invitera tous les donateurs (éventuellement dans le contexte du Programme spécial d'assistance) à mobiliser leur appui au service de cette initiative et mettre au point les modalités détaillées de l'assistance à fournir.

### 6. Réforme du secteur de la santé

126. La situation de la santé en Afrique est à la fois encourageante et scandaleuse. Encourageante, parce que l'espérance de vie s'est nettement allongée, notamment parce que l'Afrique a été le principal bénéficiaire de plusieurs campagnes sanitaires. Mais scandaleuse, parce que les souffrances, le nombre des décès et le gaspillage du potentiel humain qui pourraient être évités, demeurent à des niveaux inacceptables. Un des objectifs prioritaires envisagés dans le cadre de l'Initiative est de relever sensiblement le niveau sanitaire en Afrique.

127. Le principal instrument qui sera utilisé pour améliorer sensiblement la situation sanitaire dans le cadre de l'Initiative est la réforme du secteur sanitaire dans tous les pays africains. Trois principaux éléments communs de cette réforme sont l'amélioration de la mobilisation et de l'allocation des ressources financières, l'amélioration de la gestion des services et des ressources sanitaires et, enfin, une plus grande justice sociale grâce à laquelle même le village le plus reculé pourra atteindre un degré raisonnable de santé.

128. La principale condition de succès de la réforme du secteur sanitaire est que les pays intéressés doivent pouvoir gérer eux-mêmes le processus de réforme et le programme. La réforme doit permettre d'assurer à toutes les populations un accès

suffisant aux soins de santé élémentaires et à un minimum de services d'appui et de résoudre les problèmes sanitaires prioritaires propres à chaque pays.

129. La réforme du secteur sanitaire renforcera la capacité des systèmes sanitaires et des collectivités de réduire, de façon durable, les causes premières de la morbidité et de la mortalité, par exemple, le paludisme, le VIH/sida et les autres maladies sexuellement transmissibles, la tuberculose et les maladies de l'enfance. Pour ce faire, il faudrait renforcer les quelque 40 000 services de santé primaire existant en Afrique et en créer d'autres.

130. Pour obtenir des résultats durables, il faudra établir un partenariat entre les collectivités et les prestataires de soins de santé, faire en sorte que des médicaments essentiels soient disponibles et dispenser une formation aux travailleurs sanitaires et aux membres des collectivités. Il sera indispensable de disposer d'informations fiables pour pouvoir suivre et évaluer le déroulement des activités et améliorer le processus de prise de décisions. Dans le cadre de la réforme du secteur sanitaire, il faudra fixer des objectifs en matière d'amélioration de la santé et contrôler leur réalisation dans des domaines précis en se fondant sur des objectifs sanitaires convenus à l'échelle internationale.

131. La mise en oeuvre de la stratégie de réforme du secteur sanitaire sera facilitée grâce à la création de mécanismes appropriés à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Le coût de la mise en oeuvre de la stratégie, tel qu'il est estimé par la Banque mondiale, s'élève à 1,6 milliard de dollars par an, en sus des ressources qui sont déjà engagées si, comme prévu, tous les pays exécutent activement des programmes d'amélioration de la santé. La part revenant aux donateurs serait d'environ 650 millions de dollars par an, soit une augmentation d'environ 50 % par rapport à 1990 au cours des 10 prochaines années.

132. La Banque mondiale facilitera le financement de l'Initiative par les donateurs. Le projet de politique de l'OMS pour la réforme du secteur sanitaire en Afrique facilitera la planification et la mise en oeuvre des divers volets de l'Initiative.

## **7. Emploi et création de moyens de subsistance durables**

### **a. Réduction de la pauvreté grâce à la promotion du secteur non structuré et des activités génératrices d'emplois**

133. Le secteur non structuré emploie 60 % environ de la population active de l'Afrique et est à l'origine de 20 % du PIB. La génération d'emplois contribue beaucoup à atténuer la pauvreté et à mettre en valeur les ressources humaines, tant en offrant des possibilités de formation aux travailleurs non qualifiés qu'en encourageant l'esprit d'entreprise. Les femmes représentent la majorité des travailleurs du secteur non structuré et sont l'un des groupes les plus particulièrement visés par cette proposition.

134. Pratiquement toutes les grandes conférences internationales qui se sont occupées de questions de développement social et du développement de l'Afrique ont souligné la nécessité d'appuyer et de renforcer le secteur non structuré en Afrique. D'ailleurs, tant le PNUD que la CEA, l'OIT, la Banque mondiale, le FIDA, la FAO, le Département de la coordination des politiques et du développement durable, le PAM, l'ONUDI et l'UNESCO ont émis des idées à ce sujet, et la Banque mondiale a donné l'exemple en créant un Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres afin de mobiliser 200 millions de dollars pour la mise en place de systèmes d'octroi de micro-crédits, la coordination des efforts déployés dans ce domaine et l'organisation de programmes d'apprentissage sur le tas.

135. Le FIDA et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) ont acquis une expérience particulièrement précieuse qui pourrait être exploitée pour mettre au point des systèmes de microcrédits en Afrique, ayant réalisé des activités dans ce domaine dans plusieurs pays et ayant créé avec l'Association régionale africaine du crédit agricole un mécanisme chargé de diffuser les pratiques les mieux appropriées en matière d'octroi de crédit aux populations pauvres.

136. Dans ce domaine, ce qu'il faudra essentiellement c'est adopter des mesures de large portée étant donné qu'une assistance directe au niveau individuel ne peut toucher qu'une partie de ceux qui sont dans le besoin. Même ainsi, les mesures orientées vers l'offre devront être complétées par des mesures tendant à accroître la demande d'emplois dans le secteur non structuré et dans le secteur des petites et moyennes entreprises. Des améliorations s'imposent sur les plans tant de l'offre que de la demande si l'on veut créer un environnement plus propice à la création d'activités pouvant constituer un moyen de subsistance durable.

137. Il est proposé d'inclure dans la présente Initiative une stratégie visant à renforcer le secteur non structuré et à créer des emplois productifs et rémunérateurs en consolidant les capacités techniques des services nationaux de planification en matière de formulation des politiques de l'emploi et de planification, en améliorant l'accès à des services financiers rationnels, au matériel et à la technologie, en développant les compétences et la formation à l'entrepreneuriat, en mettant en place des services de promotion et de commercialisation, en renforçant les éléments d'infrastructure et en créant un cadre institutionnel et juridique propice au développement et à l'essor du secteur non structuré. (Comme les analyses faites par la CNUCED le montrent à l'évidence, ces facteurs sont liés les uns aux autres et ont pour effet de développer l'emploi et de réduire la pauvreté.) Il faudrait également envisager de mettre au point des programmes de développement à haute intensité de main-d'oeuvre dans le secteur non structuré urbain et dans les campagnes, non seulement pour créer des emplois dans l'immédiat, mais aussi pour générer des moyens productifs à l'intention des secteurs les plus pauvres de la population. Il conviendra de mettre particulièrement l'accent sur le lien entre la formation et l'emploi dans les secteurs tant structurés que non structurés grâce à la mise au point de programmes améliorés de formation technique et professionnelle. Toutes ces activités devront prendre particulièrement en considération les besoins des femmes. Il est proposé que les activités d'amélioration de l'infrastructure devant bénéficier aux populations rurales et urbaines pauvres soient confiées aux banques multilatérales de développement et aux donateurs bilatéraux. Une assistance technique serait fournie par différentes institutions des Nations Unies, d'autres donateurs et les ONG ayant acquis une expérience dans ce domaine.

138. Il est proposé d'organiser une réunion des institutions susmentionnées, auxquelles viendraient se joindre la BAD et le Département chargé de l'aide aux petites et moyennes entreprises, afin d'affiner cette proposition à la lumière d'un rapport que doit présenter le Département de la coordination des politiques et du développement durable, ainsi que des résultats des travaux du nouveau Groupe consultatif sur l'aide aux populations les plus pauvres. A l'occasion de cette réunion, les participants pourraient également s'entendre sur une répartition des tâches entre eux.

139. L'intérêt que tant de membres du système international portent au microcrédit est un atout qu'il importe au plus haut point d'exploiter. La réunion suggérée ci-dessus devrait consacrer une partie de son ordre du jour à une consultation sur les mécanismes de microfinancement tant dans le secteur non structuré que dans le secteur rural. Il serait utile que des experts africains et des spécialistes des ONG dans ce domaine ainsi que les représentants des gouvernements intéressés et des princi-

paux donateurs (particulièrement le FIDA et la Banque mondiale) étudient les mesures qui pourraient être prises pour élargir les incitations visant à accroître le microfinancement et pour renforcer les capacités des institutions d'intermédiation. Le développement des systèmes de crédit conçus à l'intention des femmes constitue un défi spécifique et offre aussi une occasion particulière, particulièrement si l'on sait exploiter les atouts dont disposent les associations féminines. En fait, à en juger par ce que l'on constate dans d'autres régions, les femmes devraient être les principales bénéficiaires de cette activité prioritaire, dans le cadre de laquelle le FIDA exploiterait l'expérience qu'il a acquise de l'intégration des mécanismes financiers non institutionnels pour diffuser des informations et organiser des séminaires sur les activités des organismes d'aide au microcrédit dans les régions rurales de l'Afrique.

140. Il n'est pas impossible que l'on puisse assez facilement commencer une planification soignée qui pourrait déboucher sur une expansion considérable des activités dans ce domaine. Les premières discussions sur l'élaboration d'un plan pourraient commencer lors d'une réunion du Groupe consultatif sur l'aide aux populations les plus pauvres. Après étude plus approfondie, l'on s'attachera à calculer le coût de cet élément de l'Initiative spéciale, et les plans élaborés pour sa mise en oeuvre seront communiqués au Comité directeur.

#### **b. Création de moyens de subsistance durables dans les zones écologiquement marginales**

141. Les stratégies de survie des pauvres peuvent servir de base à la formulation des politiques et peuvent aider à mettre au point des approches novatrices de lutte contre la pauvreté et de remise en état de l'environnement qui fassent une place centrale au bien-être de l'homme. Les pauvres, où qu'ils vivent, disposent d'informations qui, si elles sont partagées latéralement, peuvent être extrêmement utiles. Voilà, essentiellement, en quoi consiste la promotion de moyens d'existence durables grâce à l'exploitation des stratégies locales.

142. L'approche fondée sur les moyens de subsistance durables fait une place de choix aux stratégies de survie à long terme suivies par les populations, spécialement en ce qui concerne la gestion de leurs environnements. Elles tendent à valider les systèmes locaux de connaissances sur lesquels ces stratégies sont fondées et ne se bornent pas à les remplacer par des techniques dites "modernes". Ainsi, cette approche tend à encourager la participation à la formulation, à l'exécution et à l'évaluation des programmes dans la mesure où elle tient compte de ce que les pauvres savent et font déjà.

143. Les recherches entreprises dans cinq pays d'Afrique subsaharienne au sujet des stratégies d'adaptation suivies par les

communautés rurales dans les régions agro-écologiques arides et semi-arides ont montré comment les populations optaient délibérément pour une combinaison sélectionnée d'activités productives, que ce soit au niveau de l'individu, du ménage ou de la communauté, pour gagner leur vie. On trouve des stratégies d'adaptation issues des connaissances que les populations locales ont de leur environnement immédiat et visant à faciliter l'adaptation aux transformations des conditions sociales, économiques et politiques, de la base de ressources naturelles, etc. Il ne s'agit pas de stratégies visant à parer au plus pressé, mais plutôt d'une adaptation plus fondamentale des systèmes de subsistance essentiellement vulnérables.

144. L'activité proposée a pour but d'institutionnaliser l'application des stratégies d'adaptation pour renforcer les systèmes de subsistance durables dans les pays d'Afrique. L'intention est d'organiser un échange de connaissances aux échelons local, national et international et d'identifier comment les stratégies d'adaptation peuvent être généralisées et utilisées aux fins de la formulation des politiques. L'activité proposée exploiterait les connaissances et les informations issues des recherches en cours, et les centres de recherche existants seraient utilisés pour centraliser les compétences dans les divers pays et favoriser l'échange de connaissances entre eux. Cette approche qui a récemment été discutée avec cinq représentants résidents, bénéficie de l'appui du PAM et du FIDA. L'on estime que le programme d'action communautaire devant déboucher sur la formulation de politiques de développement de moyens d'existence durables dans les cinq pays actuellement étudiés coûterait environ 8 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

### C. Renforcement des capacités institutionnelles

145. Il est absolument indispensable de renforcer les capacités institutionnelles si l'on veut permettre aux Africains de voir leurs aspirations satisfaites sur les plans politique, économique et social. Cette Initiative envisage de renforcer les capacités institutionnelles de trois façons : en favorisant l'instauration de la paix grâce à un renforcement du rôle de l'OUA et de la société civile (l'action à entreprendre dans ce contexte est exposée plus haut sous la rubrique A.1), et, par le biais des propositions figurant dans la présente section, en a) consolidant une administration transparente, responsable et efficace, et b) en renforçant la société civile grâce aux deux interventions proposées plus loin.

#### *S. Consolidation d'une administration transparente, responsable et efficace*

146. Une administration beaucoup plus efficace est indispensable à une expansion et à un développement durables en

Afrique. Ces derniers temps, les pays d'Afrique ont commencé à prendre conscience de cette nécessité et ont pris différentes mesures à cette fin. Les efforts qu'ils déploient dans ce sens constituent une occasion importante d'accélérer les réformes internes encore plus et de mobiliser un appui externe encore accru.

147. L'action prioritaire proposée consiste à renforcer la capacité des programmes gouvernementaux de consolider une administration transparente, responsable et efficace. Il faudra pour cela fournir un appui dans les domaines suivants : i) renforcement des moyens dont disposent la fonction publique, ainsi que les hommes et les femmes qui en font partie, pour gérer efficacement le développement; ii) renforcement d'une magistrature indépendante; iii) soutien et renforcement des fonctions parlementaires et des processus électoraux; iv) renforcement des obligations redditionnelles dans les rouages de l'administration publique, spécialement en matière d'allocation budgétaire, d'investissements publics et de recouvrement des recettes; v) fourniture aux pays d'une assistance tendant à exploiter les possibilités de promouvoir les forces pluralistes qui existent au sein de la société, notamment dans le contexte des associations civiles, des associations de travailleurs et des organisations féminines; et vi) élargissement des activités de diffusion de l'information et du dialogue public sur les politiques et les programmes de développement. Plusieurs organismes du système des Nations Unies participent actuellement à ces activités. À titre d'exemple, le PNUD a appuyé un certain nombre de projets régionaux tendant soit à définir, soit à mettre en oeuvre des mesures de rationalisation de l'administration. Dans la première catégorie, il y a lieu de citer l'appui fourni à trois programmes d'importance majeure, qui illustrent le type d'activité auquel un soutien sera fourni dans le cadre de la présente action prioritaire :

- **Forum des dirigeants africains.** Ce Forum a pour objet d'identifier et de résoudre les problèmes fondamentaux qui sont au coeur de la réforme de l'administration en Afrique, notamment au moyen de conférences et de publications faisant intervenir de hauts responsables africains;
- **Stratégie de conduite des affaires publiques en Afrique.** Ce projet a pour but d'identifier les règles qui doivent inspirer une bonne administration et d'optimiser les efforts que déploient les organisations nationales et internationales pour résoudre les principaux problèmes qui se posent en matière de questions des affaires publiques. Dans certains pays, cette activité a été liée à la préparation d'études prospectives nationales à long terme; et
- **Sécurité, stabilité, développement et coopération en Afrique.** Ce projet a donné aux représentants de gouvernements africains la possibilité d'éla-



*borer des arrangements régionaux tendant à promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le développement en Afrique. Ce projet a été caractérisé par une étroite coopération avec l'OUA.*

148. Les activités opérationnelles ont été de trois types : i) des réformes d'ensemble de la fonction publique ont été marquées par des compressions d'effectifs, une réduction des dépenses et un effort de formation et de perfectionnement des compétences de gestion afin de rationaliser et de repenser les rouages de l'administration publique de manière à améliorer la qualité et l'efficacité par rapport à leur coût des services publics; ii) une réforme de la magistrature a été entreprise dans un petit nombre de pays pour améliorer l'efficacité, l'indépendance, la responsabilité et la crédibilité du système judiciaire dans son ensemble; et iii) une assistance en matière électorale a été fournie, sur leur demande, à 34 pays pour les aider à établir et tenir les listes électorales, à mettre en place des moyens de traitement électronique des données et des techniques de dénombrement des suffrages et à diffuser des informations de caractère juridique et logistique.

149. L'action prioritaire proposée dans le cadre de la présente Initiative envisage à la fois un accroissement des ressources qui seraient affectées à ce type d'activité ainsi qu'une coordination plus efficace de l'aide fournie (par exemple au moyen d'activités concertées au niveau des pays). L'on s'attacherait à la fois à élargir les programmes existants et à trouver des moyens novateurs d'améliorer les performances du secteur public. Par exemple, en ce qui concerne la rémunération, la productivité et le fonctionnement des services publics, l'ONUDI et le PNUD ont, dans une étude publiée récemment, formulé des propositions concrètes visant à inverser l'érosion des services de base dans la plupart des fonctions publiques d'Afrique à moyen et à long termes. Cette étude a évalué les arbitrages à opérer entre un renforcement de l'appui aux fonctions publiques nationales et l'accroissement du coût global de l'assistance technique.

150. L'action proposée offre également la possibilité d'incorporer aux activités susmentionnées un aspect gestion des ressources humaines afin de mettre les services de santé publique mieux à même de gérer les problèmes que pose l'épidémie de VIH/sida, question qui préoccupe de plus en plus les employeurs publics et privés et qui a pris des proportions de crise dans au moins cinq pays d'Afrique. Cette question a des incidences fondamentales dans des domaines très divers : formation, réaménagement des tâches et des processus de gestion, structures de promotion, pensions et autres prestations du secteur public, éducation sur les facteurs qui influent sur les risques de transmission du VIH (risques professionnels et autres), etc. Il importe que les pratiques suivies par les secteurs public et privé soient réformées si l'on veut promouvoir la santé

publique et garantir la survie d'une main-d'oeuvre opérationnelle.

151. L'on estime qu'un montant de 500 millions de dollars serait requis au cours des cinq prochaines années pour financer l'expansion de cet effort. Le PNUD organisera le déroulement des activités en coopération avec la CEA, la Banque mondiale, le Haut Commissaire et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, les autres organismes intéressés des Nations Unies et les nombreux donateurs bilatéraux et ONG qui opèrent dans ce domaine.

### ***9. Renforcement de la société civile au service du développement (y compris l'instauration de la paix)***

152. L'un des mouvements les plus dynamiques et les plus lourds de promesses qui se soient produits en Afrique ces dernières années, généralement sur l'initiative ou la pression de la société civile, a été l'essor du pluralisme dans de nombreuses régions du continent. Ce mouvement revêt une importance fondamentale pour la promotion du développement et de l'instauration de la paix en Afrique. Favoriser ce mouvement est en fait un investissement dans l'avenir. Les alliances entre le système des Nations Unies et la société civile se sont progressivement renforcées non pas pour court-circuiter l'Etat mais pour élargir les possibilités et améliorer les chances de développement que les Etats ont promises à leurs peuples. Différentes conférences des Nations Unies ont marqué les jalons internationaux de cette collaboration. En Afrique même, tant la CEA que le PNUD sont au nombre de ceux qui jouent un rôle de premier plan dans la promotion de la société civile.

153. Cette proposition tend à renforcer les moyens qu'a la société civile de participer au développement dans tous les pays d'Afrique ainsi que de mettre certaines organisations civiles mieux à même de participer à l'effort d'instauration de la paix, de règlement des conflits et de réconciliation nationale. Une attention spéciale sera accordée aux associations féminines et aux organisations qui militent pour la défense et la protection des droits de l'homme.

154. Il est proposé, dans le cadre de cette Initiative, de mettre en oeuvre une série de mesures tendant, dans chaque pays africain, à : a) enrichir la formulation des politiques par une participation de la société civile; b) faire de la société civile un partenaire plus actif du développement; et c) resserrer les liens entre les organisations civiles nationales et les groupements régionaux et mondiaux. Il est proposé un programme dont les quatre volets seraient les suivants : i) effort d'amélioration du cadre juridique et de promotion de la société civile dans chaque pays d'Afrique; ii) recensement périodique des possi-

bilités qui s'offrent de promouvoir la société civile et l'Etat de droit en Afrique; iii) création d'un centre africain de formation sur la société civile qui relierait les organisations civiles existantes pour en faire un réseau actif au service de leurs membres et de leurs communautés; et iv) encouragement et, si besoin est, soutien de la participation de la société civile aux délégations nationales africaines, en particulier à l'occasion des grandes conférences des Nations Unies. Par ailleurs, il est recommandé d'inviter tous les coordonnateurs résidents en Afrique à consulter les associations civiles locales et d'envisager la possibilité de financer au moins un nouveau projet de renforcement de la société civile dans le sens indiqué ci-dessus. Il convient de noter qu'en l'occurrence, l'expression "société civile" doit être entendue comme englobant toutes principales associations et tous les grands corps constitués, y compris les organisations d'employeurs et de travailleurs.

155. L'élément instauration de la paix de la présente proposition est fondé sur les résultats qu'a donnés l'action de la société civile en Afrique, qui a confirmé à quel point elle peut être une force de paix. En Afrique du Sud et dans la corne de l'Afrique, les dirigeants d'ONG ont géré d'importantes initiatives de paix. Aussi est-il aujourd'hui admis qu'une société civile bien informée et mobilisée comme il convient a un rôle majeur à jouer dans la promotion de la paix, complétant ainsi l'action d'instauration de la paix des institutions officielles.

156. Il est proposé de créer, au sein des ONG existantes, dans un premier temps dans trois localités sous-régionales, des centres spécialisés qui, renforcés comme il convient, s'emploieraient à promouvoir les efforts de prévention des conflits et de règlement constructif des différends, tout en s'attachant à consolider les bases de la réconciliation nationale et de la paix, dans la perspective des organisations de la société civile. Ces centres seraient chargés de coordonner les efforts et de jouer un rôle de catalyseur en dispensant une éducation et une formation dans trois domaines qui revêtent une importance capitale pour l'édification d'une paix durable : la démocratie, les droits de l'homme, y compris la libre expression des idées, et la prévention et le règlement des conflits. Chaque centre serait doté d'un groupe de médiateurs qui pourraient fournir leurs bons offices sur demande, encourageraient des recherches sur différents aspects de la démocratie, des droits de l'homme et du règlement des conflits, et notamment sur les approches locales de solution des conflits, encourageraient la conclusion, au niveau de chaque pays, de "contrats sociaux pour la paix" et s'occuperaient de centraliser la formation et de diffuser des publications et des documents. Un aspect important de cette proposition serait la participation des femmes aux efforts de renforcement de la paix : celles-ci sont en effet les principales victimes de l'insécurité civile mais elles sont rarement prises en compte lors de la recherche de solutions du problème de l'insécurité.

157. Ces centres constitueront un maillon important pour les organisations publiques et privées d'Afrique, les organismes des Nations Unies et les ONG qui militent en faveur de la paix internationale, de la démocratie et des droits de l'homme. Un précédent pouvant servir de modèle aux trois centres proposés existe déjà : l'African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), qui participe activement à toutes les activités de ce type dans la sous-région de l'Afrique australe. Le PNUD appuie une initiative semblable en Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'Institut africain pour la démocratie. La CEA, pour sa part, a déjà affecté des ressources à l'élaboration d'un descriptif de projet qui définira en détail les incidences institutionnelles et techniques de la création d'un centre dans la corne de l'Afrique par l'entremise de l'InterAfrica Group, et elle poursuit des discussions avec le PNUD et d'autres sources potentielles d'appui à ces centres.

158. Des plans ont été élaborés pour la mise en oeuvre de cette proposition, selon laquelle tous les éléments du système s'attacheraient à resserrer leur collaboration et à promouvoir la société civile. Il est recommandé que la CEA organise cette activité en coopération avec le PNUD, les autres organismes intéressés des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux. Il a été pris note de l'appui fourni par le PAM dans ses programmes "Vivres contre travail" organisés en coopération avec la société civile. Les organismes chefs de file devraient étudier la possibilité de tirer parti du désir qu'a manifesté le PAM de jouer un rôle complémentaire dans les efforts déployés pour promouvoir les institutions de la société civile.

159. Le coût total des centres et des activités d'instauration de la paix a été estimé à 8 millions de dollars sur une période de cinq ans.

## D. Urgence de la survie

160. La présente section contient un certain nombre de propositions concernant la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau qui sont fondées sur les débats des groupes de travail spécialisés. La sécurité de l'alimentation et de l'approvisionnement en eau est une condition nécessaire (mais pas suffisante) pour résoudre les problèmes interdépendants que posent l'alimentation, l'environnement et la population et qui, ensemble, sont peut-être le défi le plus formidable auquel l'Afrique soit aujourd'hui confrontée. La situation est très simple : la persistance à long terme des tendances de la dégradation de l'environnement et de la production vivrière ne pourrait que mener l'Afrique à la catastrophe. Heureusement, une importance nouvelle est accordée à la sécurité alimentaire : cette question est le thème des débats de cette année du Groupe

consultatif mixte des politiques, et la FAO doit organiser une réunion au sommet sur les problèmes de l'alimentation en 1996. La présente section traite de questions qui vont bien au-delà d'une simple survie, mais il faut au moins garantir la survie grâce à la production durable et rémunératrice. Chacune des sept actions prioritaires proposées ci-dessous a trait à des activités extrêmement importantes, et qui risquent toutes de le devenir de plus en plus.

161. Il y a lieu de rappeler une fois de plus que l'Initiative spéciale n'a pas l'ambition d'être une stratégie de solutions globales des problèmes de développement de l'Afrique. Elle est conçue de manière à jouer un rôle complémentaire. En ce qui concerne les problèmes de survie, par exemple, l'ONU est au premier plan des efforts déployés pour satisfaire les besoins d'urgence, en sauvant des vies aujourd'hui de manière à pouvoir demain promouvoir le développement. Les activités du PAM et du HCR représentent un élément indispensable de cet effort, comme on l'a vu maintes et maintes fois en Afrique. (La multiplication des sécheresses et des catastrophes a néanmoins conduit à modifier les allocations de ressources : dans le cas du PAM, le ratio entre les activités de secours et les activités de développement était de 60:40 en 1990, mais il est passé à 90:10 en 1994.) Exploitant l'expérience acquise dans le cadre des activités de secours d'urgence, d'aide humanitaire et de relèvement, l'Initiative spéciale mettra l'accent sur des aspects à plus long terme du développement, comme la sécurité alimentaire et le développement des ressources en eau. Les situations d'urgence ont montré à quel point les secteurs les plus pauvres de la population, ainsi que les femmes et les enfants en général, sont vulnérables. C'est leur sécurité que les propositions ci-après ont pour but de renforcer.

### **10. Sécurité alimentaire et gestion de la sécheresse**

162. L'Afrique, jadis continent exportateur net de denrées alimentaires, est devenu importateur net au début des années 60. La production vivrière par habitant a diminué parce que la population a augmenté plus rapidement : 3 % contre 2 % par an en moyenne. La lenteur de l'accroissement de la production vivrière est imputable notamment à l'instabilité politique et aux guerres civiles, à la faible priorité accordée à l'agriculture en général et à la production alimentaire en particulier — à laquelle n'est allouée que 10 % environ des dépenses publiques —, au peu de cas qui est fait des femmes, qui sont à l'origine de la majeure partie de la production, à la dégradation des sols, à la sécheresse et à la désertification. De plus, le problème de la dette extérieure a limité la capacité d'importer des denrées alimentaires afin de combler le déficit vivrier total.

163. Depuis les années 70, le bilan de l'activité économique en

Afrique est médiocre. Le chômage a augmenté dans des proportions spectaculaires et, de ce fait, une proportion importante de la population de l'Afrique vit dans la pauvreté absolue. Les effets conjugués de pénuries de vivres et de la misère (qui met les aliments hors de portée) ont suscité une grave insécurité alimentaire. Pendant les années 80, l'apport calorique moyen n'a atteint en moyenne que 87 % des besoins. En outre, 40 % des populations sont mal nourries. La faim et la sous-alimentation sont endémiques, particulièrement chez les femmes et les enfants. Le nombre de personnes souffrant de malnutrition a presque doublé depuis la fin des années 60, passant de 100 millions à près de 200 millions de personnes. L'insécurité alimentaire sévit plus gravement dans les régions rurales, où vivent 90 % des pauvres de l'Afrique.

164. Les gouvernements africains, individuellement ou collectivement, ont réagi, face à la gravité de la situation causée par l'insécurité alimentaire, en improvisant un certain nombre de mesures et de programmes, parmi lesquels on peut citer les suivants :

- *Réformes politiques : des réformes économiques et institutionnelles ont été introduites pour donner des incitations aux agriculteurs; déréglementer les prix et les échanges et libéraliser la réglementation des changes; réformer le régime foncier; émanciper les femmes; promouvoir le rôle du secteur privé dans la production vivrière, etc.;*
- *Renforcement des capacités de production, de distribution et de stockage des denrées alimentaires : recherche sur les technologies modernes et traditionnelles de nature à accroître les rendements des cultures et la productivité de l'élevage; renforcement des services de vulgarisation afin d'atteindre un plus grand nombre de petits exploitants; amélioration des services de distribution des intrants et des mécanismes de crédit; amélioration des systèmes de transport et de communication; réduction des pertes causées aux récoltes grâce à une amélioration des installations de traitement et de stockage;*
- *Mise en place de mécanismes nationaux et régionaux d'alerte rapide en cas de famine; mise en route d'activités institutionnelles en vue de faire face aux crises (commissions de secours et de relèvement etc.); constitution de réserves alimentaires d'urgence; et amélioration des opérations d'évaluation de la vulnérabilité afin de mieux cibler les régions et ménages qui ont le plus besoin d'aide humanitaire;*
- *Protection et amélioration de la productivité de la base de ressources naturelles qui constituent, pour nombre de pays d'Afrique, le capital sur lequel est fondé le développement économique et social;*

- *Coopération aux plans régional et sous-régional : parmi les efforts régionaux entrepris, il convient de citer le Plan d'action de Lagos de 1980, le Programme prioritaire pour la reprise économique en Afrique en 1985, le Traité portant création de la Communauté économique africaine et, récemment, la résolution AHG/RES.244 (XXXI) de l'OUA, relative à la sécurité alimentaire et au développement agricole en Afrique, adoptée en 1995;*
- *Renforcement des institutions et création d'un environnement propice : les réformes politiques ont progressé grâce à la démocratisation et à la rationalisation de l'administration au moyen de l'application d'approches plus décentralisées, plus transparentes, plus responsables, plus participatives et davantage orientées vers les besoins des régions rurales; et*
- *Atténuation de la pauvreté et mise en place de nouveaux moyens de subsistance, particulièrement afin de satisfaire les besoins des populations urbaines pauvres et des populations vivant dans les zones marginales arides ainsi que de créer des emplois, spécialement pour les femmes rurales.*

165. S'il se peut qu'une priorité accrue ait été accordée à la production, à la distribution et aux achats de denrées alimentaires grâce à ces efforts, la situation alimentaire en Afrique demeure alarmante. Selon une étude de la FAO intitulée "AT 2010", les perspectives du continent ne sont guère brillantes. Le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique devrait augmenter de 100 millions d'ici à 2010. Du fait des pressions auxquelles sont soumises la terre, la végétation et les ressources hydrauliques, l'Afrique est de plus en plus exposée à l'insécurité alimentaire. Les opérations de secours d'urgence, bien que de plus en plus efficaces, sont coûteuses et ne sauraient constituer une stratégie générale. Un accent plus marqué devra donc être mis sur des solutions tendant, à plus long terme, à atténuer la vulnérabilité des pauvres, et particulièrement des femmes (qui produisent la majeure partie des récoltes vivrières) à des sécheresses de plus en plus fréquentes. Pour compléter les efforts en cours, spécialement afin de renforcer la sécurité alimentaire à long terme du continent et de garantir la gestion écologiquement rationnelle des ressources en eau, il est proposé d'entreprendre une action prioritaire dans les domaines suivants :

- *Lutte contre la dégradation des sols et la désertification;*
- *Amélioration de la qualité des sols; et*
- *Sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur les femmes.*

#### **a. Lutte contre la dégradation des sols et la désertification**

166. L'Afrique est un continent dont les ressources naturelles se dégradent constamment par suite de la surexploitation des terres, qui ne sont pas reconstituées comme il convient, du surpavage et du déboisement. En Afrique, la forêt disparaît au rythme de plus de 4 millions d'hectares, soit 0,7 % de la superficie totale des forêts, par an (moyenne 1980-1990). Environ 270 millions d'hectares (soit 11 % environ des superficies totales) souffrent au moins de la dégradation modérée par l'érosion des eaux et du vent, ce qui, joint à l'épuisement progressif d'une bonne part des terres arables africaines qui continuent d'être exploitées sans guère être reconstituées, voire pas du tout, a réduit la productivité des sols et aggravé la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

167. Comme dans toutes les sous-régions d'Afrique, sauf au centre, le climat est généralement aride, semi-aride ou tempéré sec, la désertification est une menace pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Aussi la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification revêt-elle une importance capitale pour l'Afrique. Les pays du continent, l'OUA et les organisations sous-régionales ont joué un rôle clef au cours des négociations qui ont débouché sur l'adoption de cet instrument, en juin 1994. A ce jour, 100 pays l'ont signée. Compte tenu de l'importance que la Convention revêt pour le développement de l'Afrique, il a été adopté une résolution afin de pouvoir commencer sans tarder à appliquer la Convention avant même son entrée en vigueur.

168. Dans leur résolution AHG/Res.245 (XXXI) relative à l'environnement adoptée en juin 1995, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont instamment demandé aux Etats membres de prendre une part plus active dans la lutte menée pour protéger l'environnement et les ressources naturelles de l'Afrique, particulièrement dans le cadre des institutions internationales, et ils ont invité les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier les instruments juridiques élaborés lors de la Conférence de Rio, et plus particulièrement la Conférence sur la lutte contre la désertification, afin d'apporter ainsi la preuve concrète de l'intérêt que l'Afrique porte au problème. Dans cette résolution, la communauté internationale a été félicitée des efforts entrepris pour mettre en oeuvre les résultats de la Conférence de Rio et a été instamment engagée à continuer d'accorder son précieux soutien financier à l'Afrique pour pouvoir mettre en oeuvre les décisions adoptées au niveau du continent.

169. Les pays d'Afrique ont bien compris que la désertification est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté, et ils voient dans la Convention un instrument international qui

devrait contribuer beaucoup à faciliter la réalisation de leurs objectifs en matière de développement durable. Les gouvernements africains ont demandé à la communauté des donateurs et aux organismes des Nations Unies de fournir une aide sous forme de services financiers et techniques et de services consultatifs. Vu la priorité que l'Afrique accorde à la Convention, le Secrétaire général a l'intention de fournir une assistance pour faciliter son application.

170. Deux aspects de l'application de la Convention constitueraient un point de départ prometteur pour une action concertée de la part des organismes des Nations Unies : encourager la préparation de programmes nationaux d'action (domaine dans lequel l'expérience des organisations serait précieuse, et d'ailleurs le thème du Colloque que prévoient d'organiser en juin 1996 le FIDA et le Secrétariat intérimaire de la Convention), et la mise au point du Mécanisme mondial "visant à promouvoir une action de ressources financières substantielles en faveur des pays en développement parties affectés".

171. Les principales activités envisagées sous cette rubrique seraient notamment les suivantes :

- *Encouragement et appui à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en oeuvre de la Convention. Les activités envisagées devront :* i) *sensibiliser la communauté internationale et obtenir d'elle l'engagement d'appuyer la formulation et l'application de programmes d'action nationaux et sous-régionaux de lutte contre la désertification;* ii) *aider à mettre en place les partenariats et mécanismes de collaboration nécessaires entre les pays d'Afrique et les pays développés;* iii) *aider à formuler et à établir des mécanismes novateurs afin de mobiliser des ressources au service des efforts que déploient les collectivités locales dans les pays affectés par la sécheresse et la désertification;* iv) *promouvoir et négocier des arrangements (y compris des opérations de conversion de la dette et des échanges de créances contre des programmes de défense de la nature) afin d'accroître la disponibilité de ressources et de faciliter ainsi la mise en oeuvre de la Convention;* et v) *constituer un consortium d'institutions clefs des Nations Unies et d'institutions multilatérales de financement afin qu'elles identifient les mesures à prendre pour faire en sorte que le Mécanisme mondial soit aussi efficace que possible, dégagent un consensus à ce sujet et harmonisent leurs efforts en renforçant leurs activités de programmation conjointe et en appuyant collectivement les efforts que font les pays d'Afrique et les organisations intergouvernementales du continent afin de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets des sécheresses;*

- *Promotion des activités de mise au point de technologies nouvelles avec la participation des usagers des terres, des CBO et des ONG pour trouver des solutions aux problèmes de gestion des sols. Cette Initiative devra également promouvoir l'adoption à grande échelle de techniques efficaces et bon marché de collecte des eaux et de conservation des sols et des ressources hydrauliques, notamment en mettant au point des versions améliorées des systèmes traditionnels, et faciliter l'identification des techniques, connaissances et pratiques appliquées dans d'autres régions afin d'éliminer les difficultés inhérentes à l'approche dite de la "juste part" évoquée plus loin aux par. 185 à 187; et*
- *Appui à l'établissement d'un Conseil africain de la science et de la technologie, qui s'emploierait à resserrer les rapports de coopération entre les institutions scientifiques et établissements de recherche africains qui s'occupent des problèmes de gestion des ressources naturelles, l'intention étant de mettre les institutions africaines intéressées mieux à même d'appuyer l'application de la Convention et de contribuer en particulier aux recherches scientifiques et techniques qui doivent être entreprises au niveau mondial dans le contexte de la Convention.*

172. Un budget de 20 millions de dollars est proposé pour mener à bien ces activités sur une période de trois ans.

#### **b. Amélioration de la qualité des sols**

173. Si les mesures proposées pour lutter contre la dégradation des sols et la désertification visent principalement à enrayer la détérioration de la sécurité alimentaire dans les régions affectées, il est d'autres mesures qui pourraient être adoptées dans le cadre de stratégies dynamiques tendant à améliorer cette sécurité. À ce propos, une amélioration des pratiques de gestion des sols, grâce notamment à une gestion de la nutrition des végétaux et à l'utilisation d'engrais, pourrait beaucoup contribuer à accroître de façon durable la productivité vivrière et agricole. En fait, les rendements des variétés de céréales et de tubercules devront augmenter considérablement d'ici à 2010 en Afrique subsaharienne si l'on veut pouvoir nourrir une population de plus en plus nombreuse. Actuellement, les rendements sont nettement inférieurs à ceux qui seraient possibles. Pour les améliorer, cependant, le taux annuel moyen de croissance des nutriments végétaux dans la biomasse provenant des récoltes vivrières devrait être proche de 3,5 %. Or, pour l'instant, l'augmentation de la quantité de nutriments végétaux provient de l'extraction des réserves du sol et des nutriments stockés dans la végétation naturelle. La contribution actuelle des engrais minéraux aux nutriments végétaux est extrêmement limitée

(moins de 14 kilos de nutriments par hectare de terre arable pour tous les pays). Si les sources organiques de nutriments devront continuer de jouer un rôle essentiel, l'épuisement des sols en Afrique subsaharienne exige une augmentation de la consommation d'engrais minéraux, faute de quoi la production vivrière ne pourra pas augmenter suffisamment pour couvrir les besoins prévisibles.

174. Cependant, les engrais minéraux utilisés par la plupart des pays d'Afrique sont importés à grands frais, l'infrastructure est déficiente et les réseaux de distribution sont peu efficaces, ce qui accroît les frais de transport, et le crédit rural est rare. En outre, les moyens financiers extrêmement limités dont ils disposent empêchent les agriculteurs d'acheter des intrants. Ces contraintes empêchent les exploitants d'intensifier leurs systèmes de cultures grâce à une utilisation rationnelle du point de vue agronomique et rentable du point de vue économique d'engrais minéraux.

175. L'activité prioritaire proposée tendra donc par conséquent à promouvoir une amélioration des pratiques de nutrition des végétaux et de reconstitution des sols grâce à une utilisation accrue d'engrais lorsque cela sera possible. L'on s'attachera à résoudre les problèmes que posent les prix élevés des engrais chimiques, l'utilisation insuffisante et peu efficace qui est faite des engrais d'origine naturelle et l'hésitation manifestée par les agriculteurs à prendre les risques que supposent des cultures vivrières dans un environnement agroclimatique et socio-économique difficile. Il est proposé d'entreprendre dans trois pays pilotes des investissements dans différents secteurs afin de faciliter l'accès et la distribution d'engrais à un prix raisonnable et d'entreprendre une stratégie de promotion de l'utilisation d'engrais.

176. Il est proposé des activités de planification d'une durée d'un an, à un coût de 450 000 dollars, après quoi un programme complet sera soumis à l'approbation du Comité directeur.

### **c. Les femmes et la sécurité alimentaire**

177. L'on estime que les africaines produisent jusqu'à 80 % du total des approvisionnements alimentaires. Indépendamment des cultures, ce sont les femmes qui s'occupent de la manutention, du traitement et du stockage des denrées alimentaires et ce sont elles qui gèrent les sols et les ressources hydrauliques, tout en jouant un rôle de premier plan dans la vente, la commercialisation et la production de récoltes commerciales.

178. En dépit de la contribution qu'elles apportent ainsi à l'économie nationale et à la sécurité alimentaire des ménages, les femmes sont, pour l'essentiel, demeurées marginalisées pour ce

qui est de l'accès à l'éducation et à la formation, aux services de santé, au crédit, à la technologie, à l'information et à la terre ainsi que de la participation aux processus de prise de décisions en matière politique et économique. Souvent, elles n'ont que très peu bénéficié des activités de développement réalisées pour accroître la sécurité alimentaire. Les femmes ont exploité des ressources naturelles dans des zones écologiquement vulnérables en utilisant des intrants traditionnels à faible rendement, ce qui s'est traduit par une faible productivité et une dégradation de l'environnement de la première génération, même si elles savent parfois comment l'on peut protéger l'environnement. L'érosion de la base financière et des services sociaux, par ailleurs, a entraîné une dégradation de la condition des femmes.

179. Les gouvernements africains et la communauté des donateurs sont aujourd'hui conscients du fait qu'un renforcement du potentiel des femmes en matière de gestion de l'alimentation peut améliorer la sécurité alimentaire au niveau des ménages et, en définitive, au niveau national. De même, une émancipation des femmes peut beaucoup contribuer à rationaliser la gestion de la base de ressources naturelles. A cette fin, les gouvernements, avec l'appui de la communauté des donateurs, ont entrepris des réformes des politiques concernant le régime foncier, les opérations bancaires et d'autres mécanismes économiques et socio-culturels, ainsi qu'une réforme du système juridique, particulièrement en ce qui concerne les droits de propriété, la jouissance des biens, les droits de cession et le droit coutumier. Il a été créé des institutions chargées des affaires féminines, ou bien celles qui existaient ont été renforcées, pour formuler les politiques de caractère économique, social et juridique nécessaires pour éliminer les obstacles qui entravent l'émancipation des femmes.

180. En dépit de tous ces efforts, la majorité des femmes africaines demeurent désavantagées. Cela est imputable en partie à des constitutions ambiguës qui permettent la subsistance d'un double système de droit écrit et de droit coutumier. Dans certains cas, lorsque le droit écrit a été réformé en faveur des femmes, le droit coutumier a néanmoins prévalu. Selon le droit coutumier, la propriété foncière est normalement réservée aux hommes, et les femmes sont considérées juridiquement comme des mineurs placés sous la tutelle de leurs maris ou de leurs parents de sexe masculin. En conséquence, les femmes ne possèdent pas la terre qui est indispensable comme garantie pour obtenir les crédits nécessaires à l'achat des intrants qui permettraient d'améliorer la productivité agricole et d'élever les revenus. Aussi les femmes sont-elles restées pauvres. Il importe d'éliminer les restrictions juridiques dont elles font actuellement l'objet afin d'améliorer la condition des femmes et de renforcer le rôle qu'elles jouent dans les domaines de la production vivrière et de la protection de l'environnement.

181. L'action envisagée dans le cadre de l'Initiative spéciale tend à appuyer les efforts déployés par les gouvernements pour réformer les lois qui perpétuent la subordination des femmes. Les activités consisteront à revoir les lois et les pratiques existantes et à analyser la façon dont elles ont désavantagé les femmes, ainsi qu'à appuyer les efforts qui sont faits pour promulguer des lois et réformer les pratiques traditionnelles pour émanciper les femmes dans des domaines comme la propriété foncière, l'accès au crédit, la technologie, les services de vulgarisation, etc., le tout afin d'améliorer la productivité et les revenus des femmes et, par voie de conséquence, d'éliminer la pauvreté qui a été à la fois la cause et la conséquence de l'insécurité alimentaire et de la dégradation de l'environnement.

182. Il sera établi un plan et un budget des activités envisagées qui seront soumis à l'approbation du Comité directeur.

### **11. Approvisionnement durable et équitable en eau**

183. Le système des Nations Unies est éminemment placé pour comprendre l'importance que l'eau revêt pour l'avenir de l'Afrique. Non seulement l'eau est indispensable à la vie (et, ainsi à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'assainissement et à l'hygiène), mais encore elle risque de devenir une cause majeure d'instabilité internationale et de troubles civils au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Devant être garante aussi bien de la paix que du développement, l'ONU jouit sans doute d'avantages comparatifs pour ce qui est d'aider les populations pauvres d'Afrique et les Etats du continent à mieux assurer le caractère durable et équitable de l'approvisionnement en eau ainsi que de l'utilisation de l'eau, surtout dans les ménages.

184. Les documents issus de la Conférence de Rio et le programme Action 21 définissent nombre des considérations scientifiques et techniques dont il faut tenir compte pour assurer un accès équitable à l'eau et une utilisation rationnelle des ressources hydrauliques. Le programme Action 21 a également posé les bases permettant de concilier le développement et l'environnement. Un troisième élément d'importance capitale doit cependant être mis en relief, indépendamment de l'importance accordée à l'environnement et au développement dans le programme Action 21, et il s'agit de l'équité.

185. Il est proposé que l'ONU joue un rôle de premier plan en appuyant les efforts déployés pour assurer une utilisation plus équitable et plus rationnelle des ressources hydrauliques en Afrique, une attention spéciale étant accordée à la majorité des populations pauvres. La priorité devra être d'assurer à tous les citoyens de l'Afrique un approvisionnement suffisant en eau salubre, et de promouvoir ainsi l'équité. Cette approche de la "juste part" a pour objet d'améliorer l'équité entre les principaux usagers et les principales utilisations de l'eau et entre les

pays qui utilisent des ressources hydrauliques partagées, tout en améliorant l'efficacité des plans nationaux de développement économique. L'objectif d'ensemble est par conséquent d'assurer un accès raisonnable à l'eau, et une juste part des ressources en eau, à des prix abordables à la majorité pauvre des populations africaines.

186. Pour garantir l'équité, il faudra aussi assurer un juste partage des utilisations des ressources hydrauliques partagées entre plusieurs pays. Il y a en Afrique plus de 50 bassins de drainage internationaux, mais très peu d'accords intergouvernementaux réglant leur utilisation et la protection de leurs ressources hydrauliques. Récemment, l'ONU s'est employée à faciliter la conclusion d'accords de partage des eaux, et la proposition ci-après envisage d'élargir ce rôle de facilitation de l'ONU.

187. Le programme proposé, tout en comprenant certains éléments techniques, concerne principalement la réforme des politiques, législations et institutions, l'intention étant de faire en sorte que la majorité pauvre des populations africaines, jusqu'à présent laissées en marge, devienne l'objet d'une politique cohérente et rationnelle de développement des ressources hydrauliques. Le programme proposé, inspiré de l'approche de la "juste part", comporte cinq volets principaux :

*1) Evaluation de la viabilité économique, de la durabilité du point de vue de l'environnement et de l'équité des politiques, plans et programmes qui seront élaborés aux échelons national et international. S'il ressort de cet examen que ces politiques, plans et programmes ne conduisent pas, tout au moins à une certaine amélioration des conditions de vie et des perspectives des populations pauvres, il faudra trouver une autre solution rationnelle.*

*2) Fourniture d'une assistance aux gouvernements pour les aider à incorporer l'approche de la "juste part" à leurs politiques, plans et programmes nationaux de développement des ressources hydrauliques. La même approche devrait également être appliquée aux ressources hydrauliques partagées entre plusieurs pays. Dans les deux cas, il faudra obtenir une participation active des communautés locales et des populations aux activités de planification et aux processus de prise de décisions en matière de gestion des eaux.*

*Pour mener à bien ces deux éléments, l'on s'attachera premièrement à centrer les activités sur les pays de l'est et du sud de l'Afrique, et les résultats obtenus seront étendus à d'autres régions, de concert avec le PNUE, le PNUD, la FAO, la Banque mondiale et les autres orga-*

## INCIDENCES FINANCIERES DES PROGRAMMES APPELANT UN FINANCEMENT

Priorité	Coût annuel (en dollars)	Période d'exécution	Coût total
Approvisionnement en eau	1 million	2 ans	2 millions
Approvisionnement en eau des ménages	250 millions	10 ans	2,5 milliards
Evaluation des ressources hydrauliques	4 millions	5 ans	20 millions
L'eau au service de la production vivrière	5 millions	5 ans	25 millions
Dégradation des sols	6,7 millions	3 ans	20 millions
Qualité des sols	0,45 million	1 an (conception)	0,45 million
Sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur les femmes	n.d.	n.d.	n.d.
Institutions publiques	100 millions	5 ans	500 millions
Paix — OUA	20 millions	5 ans	100 millions
Communications au service de la paix	1,56 million	5 ans	7,8 millions
Informatique	2,3 millions	5 ans	11,5 millions
Société civile	1,6 million	5 ans	8 millions
Coopération Sud-Sud	2 millions	5 ans	10 millions
Education	1,25-1,5 milliard	10 ans	12,5-15 milliards
Santé	650 millions	10 ans	6,5 milliards
Réduction de la pauvreté et emploi	n.d.	n.d.	n.d.
Moyens d'existence durables dans les zones écologiquement marginales	1,6 million	5 ans	8 millions
<b>Total</b>	<b>2,296-2,546 milliards</b>		<b>22,212-24,712 milliards</b>

nismes intéressés des Nations Unies, et, deuxièmement, à compléter comme il convient les activités en cours.

3) Fourniture d'une assistance aux gouvernements pour les aider à appliquer l'approche de la "juste part" et à diffuser des techniques pratiques et bon marché qui puissent aider la majorité des populations à avoir accès à une eau salubre dans les délais les plus brefs possibles.

Indépendamment de certains projets à grande échelle, ce qu'il faut maintenant, c'est encourager un grand nombre de projets de petite envergure dont la planification et la gestion sont assurées par la communauté (par exemple des puits creusés à la main plutôt que des forages techniquement difficiles, des citernes, des installations de collecte de l'eau de pluie, etc.). Il est proposé une série d'initiatives afin de mettre au point et de diffuser des technologies bon marché, en sus des activités



existantes. Les organismes participants seraient notamment le PNUD, l'UNICEF, le PNUE, la FAO, l'ONUDI, l'OMM et l'OMS, en association avec la CEA et la Conférence pour le développement de l'Afrique australe (SADC).

4) *Accélération des éléments pertinents des projets existants pour mettre en relief et démontrer l'application de l'approche de la "juste part" (par exemple Plan d'action concernant le Zambèze) ainsi que les avantages que présente une participation communautaire à la planification et aux décisions intéressant la gestion des ressources hydrauliques. À cette fin, des consultations seraient menées au cours des quelques prochaines années et les activités seraient élargies, bassin par bassin, en 1998-1999. Les principaux organismes participants seraient le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale, en association avec la SADC et les agences norvégienne, suédoise et danoise pour le développement international. Le coût de cet élément de la proposition dépendrait du nombre de bassins.*

5) *Fourniture d'une assistance aux gouvernements pour les aider à mettre en place au plan régional des accords et des institutions plus efficaces d'administration des bassins de drainage afin d'éviter les litiges ou de régler les conflits existants suscités par l'accès à l'eau et l'utilisation des ressources hydrauliques. L'approche suivie consisterait à organiser des séminaires sur le règlement des conflits, à préparer des directives et/ou une charte africaine sur l'utilisation équitable et durable des ressources hydrauliques partagées et à créer un groupe d'experts juridiques qui donnerait des avis et fournirait une assistance aux pays pour les aider à régler pacifiquement les différends suscités par l'eau par des moyens comme la médiation, la conciliation et l'arbitrage. Les activités initiales feraient intervenir le Secrétariat de l'ONU, le PNUD, le PNUE, la Banque mondiale, la FAO, la CEA, la SADC et les ONG compétentes.*

188. Le coût des études préliminaires et du travail préparatoire de ce programme prioritaire est estimé à 2 millions de dollars.

## **12. Sécurité de l'approvisionnement en eau des ménages**

189. L'Initiative spéciale tend à mobiliser au cours des 10 années à venir quelque 2,5 milliards de dollars de ressources externes et 4,5 milliards de ressources internes afin de développer les services d'approvisionnement en eau et l'assainissement en Afrique.

190. Reconnaissant l'aggravation sérieuse de la situation en ce qui concerne l'approvisionnement en eau des ménages, expression qui doit être entendue comme englobant l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, et compte tenu de la priorité que les pays d'Afrique accordent à ce secteur ainsi que des initiatives prises par l'OMS, l'UNICEF et la Banque mondiale/PNUD, le CAC décide d'inclure dans l'Initiative spéciale pour l'Afrique un programme d'activité concernant l'approvisionnement en eau des ménages, qui sera exécuté dans le cadre des mécanismes mis en place pour l'exécution de l'Initiative spéciale.

191. Cette proposition vise à permettre à autant de pays d'Afrique que possible de garantir à 80 % au moins de leur population l'accès à un approvisionnement en eau salubre et à l'assainissement au cours des 10 prochaines années, voire avant. L'activité proposée exigera un investissement de quelque 700 millions de dollars par an, dont les deux tiers pourront être mobilisés au plan interne, en sus des dépenses actuellement consacrées aux programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les régions urbaines et rurales de l'Afrique, qui sont estimées à quelque 1,3 milliard de dollars par an. Les ressources nécessaires pourront être mobilisées grâce à un renforcement de l'assistance des donateurs, à des opérations d'échange de créances et à une restructuration des budgets nationaux.

192. L'objectif susmentionné pourra être atteint grâce à l'élaboration de plans d'action nationaux conçus de manière à atteindre les populations les plus nécessiteuses, avec un appui externe pour le renforcement des capacités et le suivi des activités. Ce faisant, le programme de suivi OMS/UNICEF, qui a été appuyé dans le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil économique et social, sera renforcé dans toute l'Afrique. Au Niveau des pays, l'on s'attachera à resserrer la coopération entre les donateurs et les gouvernements, et il sera constitué une équipe spéciale, composée de représentants des organismes des Nations Unies, des donateurs et des gouvernements intéressés, pour s'efforcer de mobiliser chaque année 700 millions de dollars de ressources supplémentaires pour mener à bien ces activités, dont environ 250 millions de dollars par an de sources externes.

193. Il est proposé d'élaborer un plan d'exécution et un budget détaillé que les organismes chefs de file (UNICEF, OMS, PNUD et Banque mondiale) soumettront au Comité directeur. L'UNESCO devrait également être associée à cette activité.

## **13. Evaluations des ressources en eau douce**

194. L'OMS a présenté la proposition ci-après, qui serait intégrée à l'Initiative spéciale afin de renforcer les activités de mise en valeur des ressources hydrauliques en Afrique.

## Coopération pour la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale pour l'Afrique

Priorités	Organismes coopérants
1. Approvisionnement durable et équitable en eau	*PNUE, PNUD, FAO, UNICEF, Banque mondiale, OMS, ONUDI, OMM, CEA, SADC, UNESCO
2. Approvisionnement en eau des ménages	*UNICEF, *OMS, *Banque mondiale, *PNUD, UNESCO
3. Evaluation des ressources en eau douce	*OMM, UNESCO
4. L'eau au service de la production vivrière	*FAO, PNUD, PAM, Banque mondiale, CEA, FIDA, DDSMS, PNUE
5. Dégradation des sols et lutte contre la désertification	*FAO, PNUD, FIDA, UNESCO, PNUE
6. Amélioration de la qualité des sols	*FAO, UNESCO, ONUDI
7. Sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur les femmes	*FAO, PAM, UNIFEM, FIDA, UNICEF
8. Instauration de la paix, règlement des conflits et réconciliation nationale:	
a. Renforcement des capacités d'instauration de la paix de l'OUA	*PNUD, UNHCHR
b. Renforcement de la société civile au service de la paix	*CEA, *PNUD
c. Communications au service de la paix	*UNESCO, PNUD, UNICEF, FAO
9. Renforcement des capacités institutionnelles	*PNUD, CEA, Banque mondiale, UNHCHR
10. Renforcement de la société civile au service du développement (y compris instauration de la paix)	*CEA, PNUD, UNESCO
11. L'informatique au service du développement	*Banque mondiale, *CEA, UNESCO, CNUCED, UIT, ONUDI
12. Partenariats avec l'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud	*CEA, CEPALC, CESAP, CNUCED, DPCSD, UNESCO, ONUDI
13. Education de base pour tous les enfants d'Afrique	*Banque mondiale, * UNESCO, UNICEF, OMS, FNUAP, PNUD
14. Réforme du secteur de la santé	*Banque mondiale, OMS, UNICEF, UNESCO, PNUD, FNUAP
15. Réduction de la pauvreté grâce à la promotion du secteur non structuré et des activités génératrices d'emplois	*CEA, *OIT, PNUD, DPCSD, Banque mondiale, ONUDI, UNESCO, FIDA, FAO, PAM
16. Promotion des systèmes de subsistance dans les zones écologiquement marginales	*PNUD, *UNSO, FAO, PAM, FIDA
17. Allègement substantiel de la dette	*PNUD
18. Nouveaux partenariats en vue d'une coopération pour le développement plus efficace :	
a. Instances régionales orientées vers des objectifs spécifiques	*Banque mondiale, *PNUD
b. Programmes nationaux orientés vers des objectifs spécifiques	*Banque mondiale, *PNUD
c. Elargissement de la participation aux Groupes consultatifs	*Banque mondiale, *PNUD
19. Accès aux marchés et possibilités d'échanges	*UNDP, *OMC, ONUDI, FAO, CEA, Banque mondiale, BAD, PNUD, CCI, UNESCO
20. Mobilisation des ressources internes	*Banque mondiale, CEA

Note : \* Organisme chef de file

195. Si l'on veut régler les problèmes que posent une utilisation et un partage équitables des ressources en eau, il faut savoir avec précision quelles sont la quantité et la qualité des ressources en eau douce, compte tenu de la demande actuelle et prévisible. Ainsi, une évaluation des ressources en eau est une condition préalable indispensable à la mise en oeuvre de tout programme global de mise en valeur des ressources hydrauliques, et c'est pourquoi des activités dans ce domaine ont été prévues sous la rubrique B, "Évaluation des ressources en eau", du chapitre 18 du programme Action 21. Pour aider les efforts déployés par les pays d'Afrique, les chefs des organes nationaux chargés de la mise en valeur des ressources hydrauliques ont mis au point, lors d'une réunion tenue en mars 1995 à Addis-Abeba, une initiative spécifique qui a revêtu la forme d'une stratégie et d'un plan d'action tendant à mettre en oeuvre un programme d'évaluation des ressources en eau en Afrique. Cette initiative a été approuvée par le Congrès météorologique mondial et par les réunions ministérielles africaines compétentes, qui ont témoigné clairement de la volonté d'action des milieux politiques africains. Pour mettre en oeuvre ce programme, les deux organisations ont été invitées à jouer le rôle d'organismes chefs de file, en collaboration avec les autres organismes des Nations Unies intéressés.

196. Pour faciliter la réalisation de cet objectif, des mesures ont déjà été prises en Afrique avec l'assistance de la Banque mondiale et de l'Union européenne. C'est ainsi qu'en 1995, il a été lancé un certain nombre d'activités sous l'égide de groupements politiques régionaux comme la SADC et l'IGADD ainsi qu'en Afrique du Nord pour entreprendre une évaluation de la quantité et de la qualité des ressources en eau. Parmi ces activités, il convient de citer la mise en place d'éléments d'un Système mondial d'observation du cycle hydrologique (WHYCOS). L'objectif primordial de cette initiative est de faire disparaître le "syndrome de dépendance" en ayant recours aux compétences locales, guère utilisées mais abondantes, pour évaluer les ressources en eau aux échelons national et régional et dans le cadre des bassins fluviaux partagés. Cette stratégie tient compte des capacités économiques existantes des pays, de leur compétitivité sur le plan commercial et des moyens qui existent sur place de fabriquer au moins les instruments et le matériel élémentaire, le désir profond des pays étant de faire un maximum au moyen des ressources humaines et financières nationales existantes. Il est probable que cette attitude positive générera un esprit d'initiative et d'entreprise qui encouragera le développement de technologies locales et, ainsi, le renforcement des capacités et la consolidation des résultats acquis.

197. Le coût initial des activités prioritaires envisagées dans ce domaine est estimé à 20 millions de dollars. Ces fonds seront utilisés pour :

- Mettre en place ou renforcer les arrangements institutionnels nécessaires et générer un appui politique au sein des groupements économiques et politiques régionaux pour la réalisation d'évaluations des ressources en eau des bassins fluviaux partagés; et
- Lancer ou appuyer la nouvelle initiative de l'OMM et de la Banque mondiale tendant à mettre en place des éléments du Système mondial d'observation du cycle hydrologique (WHYCOS) dans chacune des sous-régions.

198. Il est proposé d'élaborer des plans d'exécution et un budget plus détaillé que l'organisme chef de file soumettrait à l'approbation du Comité directeur.

#### **14. L'eau au service de la production vivrière**

199. Le manque d'eau étant un problème chronique dans de plus en plus de pays d'Afrique, il importe de mettre un accent plus marqué sur la gestion des ressources en eau disponibles, la production vivrière dépendant directement d'un approvisionnement assuré en eau. Une amélioration des pratiques de gestion de l'eau est particulièrement nécessaire à un moment où l'Afrique doit inévitablement se tourner vers des systèmes de culture faisant davantage appel aux intrants agricoles et aux résultats des recherches agronomiques. La FAO a proposé, en tant que partie intégrante de la présente initiative, d'entreprendre une action concertée dans cinq secteurs critiques pour accroître les ressources en eau destinées à la production vivrière.

(i) Examen et réforme des politiques et des stratégies nationales de mise en valeur des ressources hydrauliques et d'irrigation, et notamment du droit des eaux, et mise en oeuvre de réformes institutionnelles visant à conformer lesdites politiques et stratégies aux politiques nationales de développement et aux politiques agricoles en général. Il conviendra en particulier de définir les principes applicables à la révision des politiques et à la formulation des stratégies, de fournir des services techniques d'experts pour la rédaction des textes juridiques, d'organiser des missions d'experts et des séminaires nationaux, de former des agents nationaux et le personnel des services régionaux et de renforcer les institutions.

(ii) Promotion de la mise en place de systèmes nationaux d'information et de suivi sur la mise en valeur des ressources naturelles; formulation ou mise à jour des plans directeurs nationaux concernant l'irrigation et la gestion des utilisations des eaux; et préparation de programmes d'investissement connexes. À cette fin, l'on s'attachera à mettre au point des méthodes

d'établissement de bases de données et des logiciels, à organiser une formation en cours d'emploi pour faciliter le suivi des activités, à s'assurer le concours technique de bureaux d'études privés nationaux et étrangers pour appuyer la préparation de plans directeurs et de programmes d'investissement et à organiser une formation à l'étranger.

(iii) Promotion de l'application de technologies appropriées, de pratiques de gestion, d'incitations économiques et de mesures institutionnelles propres à améliorer l'efficacité des utilisations des eaux. À cette fin, l'on encouragera la création de réseaux entre institutions intéressées et les activités de mise au point et d'évaluation des technologies, l'on diffusera des publications et des directives, l'on organisera des projets pilotes d'essais et de démonstrations sur le terrain, l'on mettra au point et diffusera des programmes informatiques et des méthodes de gestion novatrices, l'on fournira une assistance pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques de tarification de l'approvisionnement en eau, et l'on encouragera un transfert aux agriculteurs des responsabilités en matière de gestion des eaux.

(iv) Renforcement des capacités nationales afin d'appuyer le développement des systèmes d'irrigation grâce à une formation, au renforcement des associations d'usagers des eaux et à l'application d'approches participatives faisant la place appropriée au concours des femmes. À cette fin, l'on diffusera des manuels de formation, l'on organisera des programmes de formation, des séminaires et des ateliers et l'on introduira des

méthodes novatrices tendant à encourager la participation des femmes.

(v) Mobilisation des ressources nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de développement de l'irrigation, tant à l'extérieur que dans le pays même, grâce à la mise au point d'approches nouvelles et novatrices mettant l'accent sur une participation du secteur privé. À cette fin, il sera organisé des tables rondes de donateurs, des campagnes de sensibilisation du public et des consultations avec les investisseurs potentiels du secteur privé, des mesures seront proposées pour améliorer le climat des investissements (par exemple sous forme de dégrèvements fiscaux, de garantie des investissements, d'assurance des risques), des programmes de formation seront organisés à l'intention du secteur privé, et il sera mis sur pied des ateliers tendant à identifier les contraintes existantes et à préparer des solutions.

200. Pour chacun de ces cinq éléments, la FAO a identifié les organismes et les organisations régionales et internationales qui pourraient être ses partenaires. En ce qui concerne le système des Nations Unies, les organisations qui participeraient à la réalisation d'un ou de plusieurs de ces cinq éléments seraient le PNUD, la Banque mondiale, la CEA, le FIDA, le DDSMS, le PAM et le PNUE.

201. Le budget estimatif total est de 25 millions de dollars pour la période 1996-2000. Il est proposé de préparer sous la direction de la FAO un plan d'exécution et un budget plus détaillé que cette organisation pourrait alors soumettre à l'approbation du Comité directeur.

## Troisième partie

### Mobilisation et mise en oeuvre de l'Initiative

#### A. Nouveaux partenariats en vue d'une coopération pour le développement plus efficace

202. Au cours de leurs débats, les participants ont suggéré différentes mesures qui pourraient être prises pour mieux harmoniser les rôles joués par les différents donateurs et favoriser ainsi le développement de l'Afrique. Trois innovations proposées sont discutées ci-après : elles tendent à créer des instances régionales chargées d'objectifs de développement spécial, à préparer des programmes nationaux d'investissement concernant des objectifs et des secteurs précis et à élargir la participation aux processus des groupes consultatifs et des tables rondes. Ces propositions pourraient améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'appui fourni par les donateurs pour favoriser le développement de l'Afrique, mettraient l'accent sur le rôle primordial qui incombe aux gouvernements des pays bénéficiaires en matière de définition des priorités, resserreraient la coopération entre les gouvernements africains et leurs partenaires, qui pourraient ainsi mieux mettre au point les modalités d'application et de suivi de ces priorités, et amélioreraient les possibilités de mobiliser des ressources dans le cadre des programmes convenus. En outre, ces innovations confieraient un rôle nouveau au système des Nations Unies en le mettant au premier plan des réformes entreprises par les donateurs, l'accent étant mis sur la nécessité de mobiliser les énergies et les ressources pour faciliter l'exécution des stratégies et des plans d'action élaborés au plan national.

##### *1. Instances régionales chargées d'objectifs spécifiques*

203. Les donateurs multilatéraux et bilatéraux (les principaux donateurs restent à identifier) sont instamment invités à créer des instances régionales qui les associeraient afin de mobiliser des fonds pour la réalisation des principales priorités de développement de l'Afrique. Il y a lieu de souligner que ces instances devront mobiliser des ressources pour la réalisation de programmes clefs ou de programmes sectoriels et résoudre les principaux problèmes qui divisent les donateurs ou les gouvernements. Il conviendra d'utiliser à cette fin, dans les secteurs correspondants, l'association Donors for African Education, le Comité consultatif africain pour la population et le Programme spécial pour la recherche agronomique en Afrique. Ces

instances ne devront pas se substituer aux différents programmes nationaux mais plutôt les compléter. Les entreprises privées intéressées et les ONG devront être invitées à participer à leurs travaux, selon qu'il conviendra. L'on pourrait également essayer d'attirer un financement privé étranger de fonds communs de placement et de caisses de retraite.

##### *2. Préparation de programmes nationaux orientés vers des objectifs spécifiques*

204. Il a été recommandé aussi que les gouvernements africains et les donateurs s'engagent à préparer des programmes d'investissement pour la réalisation des principaux objectifs stratégiques de chaque pays d'Afrique, c'est-à-dire des programmes d'investissement orientés vers des objectifs spécifiques. L'appui des donateurs serait fourni dans le contexte de ces programmes, et ceux-ci seraient préparés et gérés sous la responsabilité des gouvernements. Les organismes d'assistance technique comme le PNUD s'attacheraient à aider à renforcer les capacités nationales de formulation et d'exécution des programmes. Les ONG et le secteur privé seraient invités à participer à toutes ces activités.

205. L'un des principaux buts de cette proposition est de mieux cibler et orienter l'assistance des donateurs et, faut-il espérer, d'en accroître l'impact. Il y a lieu de supposer que la création d'un tel cadre aurait pour effet de resserrer la coordination des activités des donateurs et ainsi de réduire le nombre de projets, ce qui faciliterait les problèmes de gestion qui se posent partout.

206. Les programmes nationaux, sectoriels et autres ne sont pas chose nouvelle; en revanche, les organismes des Nations Unies, en convenant de coopérer activement à leur exécution, pourraient donner l'exemple et ainsi améliorer l'efficacité de l'assistance des donateurs.

##### *3. Elargissement de la participation aux Groupes consultatifs et aux Tables rondes*

207. Deux groupes de travail ont suggéré d'élargir la participation aux processus des Groupes consultatifs et des Tables rondes, ce qui leur donnerait une portée plus large et accroîtrait leur transparence. Un groupe suggère d'y faire participer les grandes entreprises du secteur privé, et un autre les principales ONG. Il s'agit là de propositions complémentaires qui peuvent cependant avoir un impact substantiel tant du point de vue du fond que du point de vue symbolique. Leurs modalités détaillées restent cependant à étudier.

## B. Incidences financières de l'Initiative

208. Les ressources financières globales qu'exigerait l'application des différentes propositions exposées dans le présent document sont considérables. D'une façon générale, il est proposé que les ressources additionnelles ou celles qui auront été réaffectées soient consacrées presque exclusivement aux programmes nationaux des pays d'Afrique. L'opération devrait contribuer à rationaliser et à réorienter les ressources existantes du système des Nations Unies ainsi qu'à aider à acheminer les fonds provenant d'autres sources vers les secteurs les plus critiques et les plus hautement prioritaires du développement de l'Afrique.

209. Il a été établi des estimations du coût des principales propositions et de la plupart des propositions de moindre envergure. Si l'on veut que les programmes envisagés, et particulièrement les grands programmes dans les domaines de l'éducation et de la santé, puissent être exécutés, il faudra que les budgets nationaux des pays d'Afrique et les budgets des donateurs soient réalignés. En termes d'APD, il faudrait mobiliser, si toutes les propositions sont adoptées, environ 3 milliards de dollars par an de ressources supplémentaires ou de ressources réaffectées, soit l'équivalent de 20 % de l'APD fournie à l'Afrique. Il faudra trouver dans des régions économiquement plus avancées du monde en développement (nouveaux donateurs) et spécialement parmi les pays de l'OCDE de nouvelles sources de financement et/ou de nouveaux mécanismes financiers. Les propositions formulées dans le cadre de cette initiative doivent être évaluées à la lumière de la possibilité qu'elles offrent de mobiliser une partie des ressources déjà allouées à l'Afrique au titre de l'APD multilatérale et bilatérale ainsi que des crédits ouverts dans les budgets des pays d'Afrique.

210. Le fait que la Banque mondiale se soit dite disposée à diriger la mobilisation des ressources financières nécessaires à l'exécution des propositions concernant l'éducation et la santé et que les autres institutions soient prêtes à s'associer à ces initiatives est encourageant. De même, d'autres organismes des Nations Unies, comme le PNUD et la CEA, se sont engagés à jouer un rôle de premier plan pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des autres priorités proposées. Ces engagements, s'ils se matérialisent, revêtiront une importance capitale pour le succès de l'Initiative.

211. L'on trouvera ci-après un résumé de l'estimation provisoire des incidences financières des activités prioritaires proposées

212. La majeure partie de ces ressources seraient mobilisées et dépensées au niveau des pays.

213. Indépendamment de ces propositions, qui appellent un financement, il existe certaines autres propositions de catégorie

A qui n'appellent que des ressources négligeables, voire pas de financement additionnel du tout. Ces propositions envisagent pour l'essentiel des interventions dans le secteur extérieur. Un troisième type de proposition concerne la réforme des modalités de coopération (particulièrement la création d'instances régionales et nationales) mais peuvent aussi avoir des incidences sur le plan du renforcement des institutions au plan national et de la réalisation de nouveaux types d'analyse des problèmes du développement. En revanche, les donateurs pourraient réaliser des économies si leurs activités étaient dirigées vers la réalisation d'objectifs communs et étaient conçues de manière à maximiser les effets de synergie.

## C. Mise en oeuvre de l'Initiative

214. Jusqu'à présent, le Comité directeur s'est attaché surtout à préparer les plans et propositions en rapport avec l'Initiative. Il a également commencé à en étudier les modalités de mise en oeuvre.

### *1. Mobilisation d'un engagement et d'un appui politiques*

215. Un groupe de travail restreint s'occupe actuellement de formuler des recommandations sur la façon dont l'Initiative pourrait être lancée et sur les moyens à mettre en oeuvre pour y sensibiliser le public et lui faire prendre conscience de la nécessité d'appuyer le développement de l'Afrique.

216. Il a été conseillé d'entreprendre une campagne d'un an pour diffuser les principales idées qui inspirent l'Initiative, à savoir que la communauté internationale se doit d'appuyer le développement de l'Afrique et que l'ONU s'emploie activement à mettre au point de nouvelles méthodes de coopération avec ce continent. Cette campagne permettrait d'entamer un processus de consultations approfondies avec les dirigeants africains. Le fait qu'elle durerait un an permettrait aussi de profiter de l'occasion offerte par les réunions de dirigeants politiques (OUA, réunions ministérielles de la CEA, Groupe des 77, Conférence islamique, etc.) et d'entreprendre des discussions bilatérales avec les principaux donateurs au sein de l'OCDE et d'autres instances, ainsi qu'avec les ONG et avec les médias.

217. A la réunion tenue par le CAC en octobre 1995, les chefs de secrétariat ont confirmé leur intention de porter l'Initiative spéciale à l'attention des organes directeurs de leurs organisations et de contribuer activement à la campagne organisée pour mobiliser un engagement et un appui politique afin d'assurer une mise en oeuvre efficace de l'Initiative. Les chefs de secrétariat sont également invités à porter l'Initiative spéciale à l'attention des partenaires et des membres et contributeurs de leurs organisations.

218. Le Comité directeur, en étroite coopération avec le Département de l'information et les services des relations publiques de tous les organismes des Nations Unies, aidera à promouvoir la mobilisation d'un engagement et d'un appui politique pendant toute l'année 1996.

## **2. Mécanismes d'exécution**

219. Chacune des activités prioritaires proposées dans le cadre de l'Initiative spéciale sera exécutée et financée selon des modalités distinctes, selon les plans élaborés par les organismes chefs de file.

220. Pour la plupart des activités prioritaires envisagées, les programmes seront élaborés essentiellement au niveau national, ce qui correspond à la volonté que les efforts entrepris dans le cadre de l'Initiative spéciale tiennent compte des souhaits et de l'orientation générale des programmes des pays. Cela est conforme aussi à la volonté manifestée par le CAC de faire en sorte que l'Initiative spéciale soit axée sur une action mise en oeuvre au niveau des pays eux-mêmes. Lors de la réunion qu'il a tenue en octobre 1995, le CAC est convenu que "par-dessus tout, les activités envisagées dans le cadre de l'Initiative devront tendre à appuyer les politiques et les programmes arrêtés par les pays africains eux-mêmes et devront être menées à bien dans le contexte d'un effort majeur de l'ensemble du système visant à renforcer la volonté politique de la communauté internationale tout entière de promouvoir le développement de l'Afrique".

221. Le corollaire de cette orientation vers les pays de l'Initiative spéciale sera un renforcement du rôle des coordonnateurs résidents des Nations Unies, lesquels seront chargés de faire connaître aux pays d'Afrique l'intention et le contenu de l'Initiative spéciale et d'aider à organiser les éléments nationaux de l'Initiative de telle sorte que leurs impacts se renforcent mutuellement et que l'engagement du système des Nations Unies tout entier de promouvoir le développement des pays d'Afrique apparaisse clairement. Les coordonnateurs résidents devraient jouer un rôle particulièrement utile en reliant les décisions politiques à prendre touchant un aspect des programmes à celles qui doivent être adoptées dans d'autres domaines (par exemple, dans les domaines de l'éducation ou de la santé), l'intention étant d'assurer une plus grande cohérence aux mesures et décisions qui doivent être adoptées par les pays eux-mêmes et par le système des Nations Unies.

222. L'on trouvera ci-après un résumé des initiatives envisagées par les différentes organisations pour coopérer à la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale. La portée des activités prévues devrait s'élargir au cours des mois à venir.

## **3. Suivi et rapports**

223. Le Comité directeur collaborera avec les organismes chefs de file pour établir les plans de suivi de la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale de sorte que le CAC puisse être assuré que les activités approuvées sont réalisées et que les efforts conjugués des organismes représentent plus que la somme des efforts individuels. Les organismes chefs de file devront identifier pour chaque élément de l'Initiative spéciale des objectifs quantifiables ainsi que des indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation. Il a été suggéré que la survie et le développement des enfants sont des indicateurs importants de réussite, le développement des enfants étant un élément facile à évaluer en se reportant au statut nutritionnel des jeunes enfants. Le statut nutritionnel reflète en effet l'accès que les ménages ont à l'alimentation, aux services de santé, à l'eau et à l'assainissement, ainsi que la capacité qu'ont les parents, et spécialement les femmes, de subvenir comme il convient aux besoins des jeunes enfants. Les éléments déterminants du statut nutritionnel sont améliorés par l'absence de conflits, une atténuation de la pauvreté et une amélioration de la condition des femmes, autant d'objectifs prioritaires de l'Initiative.

224. Il est proposé en outre que le Comité directeur de l'Initiative reste en fonctions pour continuer de planifier les activités, de continuer à stimuler leur exécution et de suivre la réalisation de cette entreprise tout à fait novatrice. Au cours de l'année à venir, le Comité directeur aidera à la réalisation des différents éléments de l'Initiative spéciale en collaboration avec les organismes chefs de file au lancement des programmes convenus. Dans le cas des éléments pour lesquels les plans d'exécution et les budgets n'ont pas encore été achevés, le Comité directeur examinera les plans établis pour s'assurer que les organismes compétents du système des Nations Unies sont représentés comme il convient, et apportera le concours approprié aux organismes chefs de file pour les aider à mettre en route leurs activités. Tout comme les membres du CAC ont été priés de suggérer des idées et de commenter les travaux accomplis par le Comité directeur pour permettre au système des Nations Unies d'en arriver à ce stade, ils sont tous invités à participer aux travaux futurs du Comité, qui seront menés dans un esprit d'ouverture. Les organismes qui ne sont pas représentés actuellement au Comité directeur et qui souhaiteraient en faire partie sont invités à le faire savoir aux coprésidents du Comité.

225. Compte tenu des plans approuvés par le CAC à ses réunions d'octobre 1995 concernant les travaux que doivent mener à l'échelle du système tout entier les Equipes spéciales chargées de coordonner l'application des mesures convenues lors des récents sommets et conférences des Nations Unies, le Comité directeur se tiendra prêt à fournir aux Equipes spéciales toutes les informations qu'elles pourraient demander au sujet

7. Le CAC a reconnu qu'il importe d'accorder à ces questions l'importance qu'elles méritent. Aucune proposition spécifique n'a été présentée au Comité directeur dans ce domaine, mais les organisations sont encouragées à organiser des activités parallèles pour renforcer l'infrastructure des transports en Afrique. L'Initiative spéciale comporte une proposition concernant l'informatique qui serait de nature à développer l'infrastructure des communications en Afrique.

### **C. Développement des petites et moyennes entreprises**

8. Il est généralement admis que le développement des entreprises est important pour l'avenir économique de l'Afrique. Aussi des efforts sont-ils envisagés dans le cadre de l'Initiative spéciale pour développer les services financiers offerts aux micro-entreprises. Par ailleurs, dans le cadre des activités visant à renforcer les institutions, l'on redoublera d'efforts pour aider les Etats à mieux favoriser l'essor du secteur privé sur le continent.

9. Par ailleurs, l'ONUDI a suggéré que l'un des moyens novateurs par lesquels les organismes des Nations Unies pourraient intervenir pour appuyer l'esprit d'entreprise et le développement des entreprises a été le programme Empretec 21, programme intégré coparrainé par plusieurs organisations qui a pour but de fournir une assistance technique et de mettre en place une base institutionnelle nationale afin de favoriser la création, l'expansion et l'internalisation de petites et moyennes entreprises pour leur permettre de passer d'une fabrication à plus haute valeur ajoutée. Les objectifs centraux de ce programme sont d'améliorer les perspectives de développement et les possibilités de création d'emplois, de mobiliser des ressources au service de l'entrepreneuriat et de fournir une assistance aux PME pour qu'elles puissent soutenir la concurrence sur des marchés de plus en plus libéralisés et de plus en plus soucieux de l'environnement en les aidant à devenir dynamiques, à renforcer leurs moyens technologiques et à devenir plus respectueuses de l'environnement. La CNUCED, en coopération avec le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, est responsable de ce programme.

10. Le programme Empretec 21 offre aux PME une série intégrée de services dans des domaines d'importance critique comme les exportations, les investissements, la technologie, la gestion environnementale et la mise en valeur des ressources humaines. Il a pour but de mettre en place dans chaque pays un centre polyvalent de soutien aux entreprises avec pour mission de permettre aux PME d'avoir accès à une formation de haute qualité ainsi que de diffuser des informations et de fournir des services de conseils en gestion. Le programme encourage la création de partenariats entre institutions publiques, associa-

tions commerciales privées, entreprises nationales et étrangères et organisations multilatérales.

11. Le programme comporte trois grands volets. Dans le cadre du module financier, et en coopération avec les institutions financières locales, il est offert des mécanismes de financement novateurs aux nouvelles entreprises, et notamment des lignes de crédit spéciales. Dans le cadre du module exportations, une assistance est fournie pour développer les compétences dont le marché a besoin et pour promouvoir les biens et services produits. Dans le cadre du module écogestion, il est fourni une assistance aux PME pour leur permettre de commencer à mettre en oeuvre des technologies de gestion environnementale.

12. Si ce programme est inclus dans l'Initiative, un effort spécial sera entrepris pour faire en sorte qu'il soit largement appliqué en Afrique.

### **D. Emancipation de la société civile et réduction de la pauvreté**

13. Ce programme vise à favoriser l'émancipation de la société civile en Afrique subsaharienne en contribuant à l'apparition, au développement et à l'élaboration, par les associations communautaires et les ONG, de visions, de politiques, de stratégies et d'approches participatives du développement ainsi qu'à la mise en place, au plan national, d'un environnement institutionnel et législatif de nature à promouvoir un dialogue durable, en amont, entre les sociétés civiles et les décideurs nationaux.

14. Le programme sera exécuté dans le cadre de trois éléments constitutifs : a) un élément d'observation des tendances; b) un élément d'échange axé sur les organisations paysannes et les associations féminines; et c) un élément de sensibilisation et de formation à l'intention des décideurs gouvernementaux, des organismes de coopération et des représentants des médias. Il sera fourni une assistance à plus d'une centaine d'organisations communautaires pour les aider à définir leur ordre du jour et leurs priorités ainsi qu'à mieux préciser les dimensions "micro et macro" du développement. Plus de 1 350 agences et associations civiles participeront à un dialogue visant à mettre au point des mesures concrètes pour combattre la pauvreté. L'on fera aussi appel au concours des organisations d'employeurs et de travailleurs pour assurer une large participation au processus de développement. Ces groupes se développent peu à peu dans le secteur privé et dans le secteur non structuré des économies africaines et ils offrent des possibilités nouvelles d'élargir la participation des populations au processus de prise de décisions.

15. Le programme sera exécuté dans chacune des trois sous-régions de l'Afrique par des institutions africaines, la coordina-



tion d'ensemble étant assurée par une institution comme la CEA.

16. Le coût global de cette proposition est de 5,1 millions de dollars sur une période de cinq ans, la contribution du PNUD devant être de 2,4 millions de dollars.

### **E. Renforcement des administrations postales dans les pays les moins avancés d'Afrique**

17. Notant que les services postaux constituent un élément majeur de l'infrastructure sociale, économique et culturelle, spécialement dans les pays en développement, l'Union postale universelle (UPU) s'emploie activement à favoriser la mise en valeur des ressources humaines dans les services postaux des pays les moins avancés. Il est prévu un programme sur trois ans (1996-1999), le coût des projets envisagés pendant la première année étant estimé à quelque 165 000 dollars. En outre, le Conseil d'administration de l'UPU a approuvé un programme prioritaire d'assistance technique à l'Afrique pour la période 1996-2000.

18. Le programme prioritaire approuvé par le Conseil d'administration porte sur les domaines suivants : qualité du service, système comptable international, stratégies commerciales et commercialisation, modernisation des structures postales, modernisation et expansion des services financiers offerts par les administrations des postes et mise en valeur des ressources humaines. De tous ces éléments, les plus urgents sont la modernisation des services financiers et une réforme des structures du secteur postal, qui est indispensable si l'on veut qu'ils soient économiquement viables. L'objectif fondamental est d'accroître la contribution que les services postaux peuvent apporter au développement économique et social des populations africaines.

19. Le Conseil d'administration de l'UPU a également approuvé cinq projets régionaux prioritaires qui exigeront la fourniture d'une assistance technique. Ces projets portent sur l'amélioration de la sécurité du courrier, la création ou le renforcement de centres régionaux et sous-régionaux de transit postal, la mise en place de systèmes modulaires de formation dans des établissements nationaux et plurinationaux, la création de sociétés postales indépendantes et l'organisation d'ateliers de fabrication de matériel postal.

20. Par ailleurs, les moyens de communication étant virtuellement inexistant dans les régions rurales de l'Afrique, où vivent 80 % des populations, l'UPU, fort préoccupée par la situation, souhaiterait vivement fournir des services postaux dans ces secteurs, mais ils ne seraient pas viables économiquement. L'on

peut en dire autant des autres infrastructures et services de communication. L'on pense qu'en les regroupant, de sorte que tous ces services puissent être fournis par un "centre polyvalent" central, ils pourraient être viables. L'UPU, en collaboration avec les autres organismes intéressés du système des Nations Unies, dirige une étude sur cette question.

### **F. Plans d'intervention et atténuation des effets des sécheresses**

21. Les sécheresses, si fréquentes en Afrique, ont eu et continuent d'avoir des effets dévastateurs. Or, la menace qu'elles posent touche aujourd'hui beaucoup plus de pays et de populations que jadis. Jointe à une pauvreté croissante, la vulnérabilité des ménages ruraux, et particulièrement des ménages dirigés par un seul parent (dont la grande majorité sont des femmes), s'est aggravée elle aussi. Les populations urbaines pauvres, par ailleurs, subissent de plus en plus les effets de la sécheresse, qui se répercutent sur les prix des denrées alimentaires.

22. Des efforts significatifs ont été entrepris par les organisations sous-régionales africaines pour atténuer les effets de la sécheresse. Au niveau du continent tout entier, l'OUA a créé un fonds pour aider les Etats membres à faire face aux conséquences de ce phénomène. Des centres de surveillance de la sécheresse ont été créés en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Toutefois, l'efficacité de l'action demeure entravée par des contraintes à divers niveaux :

- *Politiques : l'absence de politiques nationales clairement articulées a continué de privilégier les secours et l'aide alimentaire aux dépens d'une planification dynamique. À quelques rares exceptions près, les processus de planification du développement, même dans certains des pays les plus exposés à la sécheresse, ne comportent, indépendamment de systèmes d'alerte avancée, aucun plan d'intervention. Dans nombre de ces pays, les efforts de planification sont généralement abandonnés dès que les précipitations reviennent normalement et, de ce fait, lorsque la sécheresse sévit à nouveau, aucune politique ni aucun instrument efficace n'est en place pour pouvoir faire face comme il convient à ses conséquences.*
- *Institutions : une centralisation excessive de la planification et de la gestion des ressources au plan national affaiblit les capacités au niveau infranational. Si l'on considère en outre que la plupart des organismes bilatéraux et des ONG internationales ont tendance à mettre en place des structures institutionnelles parallèles pour les secours et les activités de lutte contre les effets de la sécheresse (mus par un désir compréhensi-*

ble de sauver des vies humaines), cela a contribué à entraver le développement des capacités locales nécessaires pour planifier, coordonner et mettre en oeuvre des stratégies dynamiques en cas de sécheresse.

- La mauvaise utilisation des systèmes d'alerte avancée qui permettraient d'organiser une réaction rapide : cet élément est imputable aux sensibilités politiques des autorités nationales. Par ailleurs, la plupart des systèmes d'alerte avancée ont pour but de faciliter les secours, par opposition à une intervention à long terme ou à une action visant à parer aux conséquences de la sécheresse. De ce fait, les mécanismes institutionnels de ce type ont habituellement été créés au niveau macro, c'est-à-dire au plan national. Cependant, par suite du mouvement de régionalisation et de décentralisation constaté dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, de la fréquence de sécheresses dévastatrices dans certaines régions et de la nécessité de rapprocher les processus de décision des milieux directement touchés par la sécheresse, il importe de mettre en place des systèmes décentralisés d'alerte avancée de sorte que les communautés et les autorités régionales puissent systématiquement rassembler et analyser des informations et formuler des stratégies d'intervention, avec un soutien du gouvernement central.

23. Compte tenu de ce qui précède, un appui pourrait être fourni aux pays d'Afrique dans trois grands domaines d'activité pour les aider à mettre en place des moyens plus efficaces et plus dynamiques de formulation de plans d'intervention et de programmes de lutte contre les effets de la sécheresse :

- i) Fourniture d'une assistance pour l'élaboration de plans-cadres de lutte contre la sécheresse devant porter sur des aspects comme les suivants : réserves alimentaires nationales/stocks de sécurité, prépositionnement des ressources; nature, type et étendue des filets de

sécurité à mettre en place, identification des groupes de bénéficiaires et des besoins spécifiques des femmes afin d'améliorer le ciblage de l'intervention; ressources devant être engagées par les gouvernements tant pour la formulation de plans d'intervention que pour les secours en période de crise; rôles et responsabilités des différents ministères fonctionnels aux échelons national et sous-national, et rôle des autorités locales et des organismes privés et extérieurs.

ii) Fourniture d'une assistance pour renforcer les capacités institutionnelles au niveau infranational et pour la mise au point de plans souples de lutte contre les effets de la sécheresse. L'accent devra être mis sur le renforcement des capacités aux échelons régional et local afin de pouvoir préparer des plans d'urgence et organiser une réaction rapide en cas de sécheresse; l'appui à la mise en place de systèmes décentralisés d'alerte avancée; la promotion de nouveaux moyens d'existence dans les régions exposées à la sécheresse; et la mise au point d'espèces et de variétés de récoltes résistantes à la sécheresse.

iii) Appui aux organisations régionales et sous-régionales, particulièrement sous les formes suivantes : promotion d'accords visant à régler des problèmes transfrontières comme réfugiés, déplacement de populations et de bétail, commerce de céréales et autres efforts collectifs en cas de sécheresse généralisée; promotion d'activités d'exploitation conjointe de ressources partagées, notamment de ressources hydrauliques; coopération pour faire face aux conséquences de la sécheresse (ravageurs, santé humaine et animale); et mise en place de mécanismes d'alerte avancée et de prévision des sécheresses aux échelons sous-régional et régional.

24. L'UNSO et le PAM se sont dits particulièrement intéressés par l'élaboration de l'approche susmentionnée.